



DES STATIONS ENVAHIES PAR LA NEIGE... TROP TARD!

UNE SAISON DÉCEVANTE POUR LES CENTRES DE SKI

PAGE 5

**S&P/TSX**
13 657,95
-2,03 (-0,02%)

**TSX CROISSANCE**
3334,86
-14,87 (-0,44%)

**QUÉBEC 30**
1362,05
+10,48 (+0,78%)

**DOW JONES**
12 773,04
+52,58 (+0,41%)

**DOLLAR**
88,47 ¢US
+0,06 ¢

Vers une gestion plus «pépère»?
Fini les coups d'éclat: Jean Coutu veut se concentrer sur la gestion de son réseau de pharmacies canadiennes
PAGE 4

Épidémie de «Calgaria»
La maladie frappe les expatriés à Calgary. Un des symptômes? Devenir un fan des Flames...
PAGE 7



Ottawa empêtrée dans le sans-fil?
Le fédéral devrait accélérer l'attribution de fréquences pour une nouvelle génération d'appareils mobiles, dit Quebecor
PAGE 7

LE CHIFFRE DU JOUR
1,14 million
Le nombre de familles américaines possédant un actif net de plus de 5 millions de dollars a dépassé le cap du 1 million pour la première fois en 2006.
Source: Spectrem Group, cité par CNNmoney.com

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
AcquiZition.biz

À UN TOURNANT DE SON HISTOIRE

BCE se met en jeu pour de bon



Les standardistes de Bell dans les années 20: le reflet d'une autre époque. Les actions de BCE seront-elles les prochaines à disparaître? PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

La Caisse de dépôt parmi les investisseurs pressentis

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Une transaction d'entreprise qui pourrait être la plus grosse de l'histoire au Canada vient d'être mise au jeu pour de bon. Et le match s'annonce enlevant!

Caisse de dépôt et placement du Québec.
Si elle aboutit, une telle transaction voisinerait les 32 milliards de dollars, à raison d'environ 40 \$ par action, anticipent des analystes.
Aussi, elle pourrait provoquer la fermeture du capital de BCE et le retrait de ses actions des bourses de Toronto et New York.
D'ailleurs, ces actions ont encore bondi de 6,4 % ou 2,34 \$ pour terminer à 38,60 \$, hier à Toronto. Un volume très élevé de 40,8 millions de titres a été échangé en tout aux deux Bourses.

Les principales rivales de BCE, Telus et Rogers Communications, ont aussi sursauté en Bourse, les investisseurs y espérant des approches semblables de la part d'autres gros capitaux institutionnels.
Pour les actions de BCE, il s'agit de leur prix le plus élevé depuis novembre 2001. Mais c'est après un regain survenu seulement au cours des trois dernières semaines de rumeurs.
« La haute direction de BCE a finalement changé de ton et accepté de parler à des gros investisseurs. Ça s'annonce posi-

tif pour ses actionnaires », selon l'analyste Joseph Mackay, spécialiste des télécoms chez Valeurs mobilières Desjardins, à Toronto.
Mais pour son vis-à-vis chez Capitaux Scotia, John Henderson, le sursaut boursier de BCE et de Telus tiendrait davantage à « la plus forte possibilité » de leur fusion, plutôt qu'un rachat complet de BCE.
» Voir BCE en page 4

LISEZ NOTRE DOSSIER SUR BCE EN PAGES 2 ET 3

Une maison... sans prince charmant

Les femmes célibataires de plus en plus nombreuses à s'acheter une résidence

MAXIME BERGERON

Brenda Bouw n'a pas attendu de trouver le prince charmant avant d'acheter une maison. À 36 ans, elle en est déjà à sa troisième propriété. Et elle recommande à toutes les célibataires qui le peuvent de miser comme elle sur l'immobilier.
« Je ne rêvais pas d'avoir un garage double et une minifourgonnette: je voulais cesser de payer un loyer et investir pour moi-même », dit l'auteure de *Home*

Girl – The Single Woman's Guide to Buying Real Estate in Canada, un guide à l'intention des femmes célibataires intéressées par l'achat d'une résidence.
Les Canadiennes sont de plus en plus nombreuses à suivre l'exemple de Brenda Bouw. Selon une étude publiée hier par Royal LePage, 31 % des femmes célibataires achèteront « probablement » une propriété d'ici trois ans.
Il s'agit d'une forte augmentation par rapport aux années précédentes, soutient Diane

Ménard, directrice générale de Royal LePage Héritage à Westmount. « De plus en plus de femmes achètent seules, elles n'ont pas besoin d'avoir un homme dans leur vie pour acquérir une maison. »
Caroline de la Motte est l'une d'elles. La pigiste de 30 ans a acheté un duplex à Pointe-Saint-Charles l'an dernier avec une copine. Elles occupent chacune un appartement, et partagent à deux l'hypothèque et les autres frais.

« C'est un bon arrangement, parce que c'est quasiment impossible pour un célibataire d'acheter sans un bon salaire », dit la jeune femme.
Maison ou mariage?
Le fait d'acheter une maison pour une femme seule ne signifie pas pour autant qu'elle renonce au mariage ou à l'engagement, insiste Brenda Bouw, jointe à Toronto.
» Voir RÉSIDENCE en page 4

**PARTEZ POUR VARADERO EN MAI**
14 MAI • 1 SEMAINE • FORMULE TOUT COMPRIS

**CORALIA PLAYA DE ORO**
★★★★ **898\$**
AUCUN SUPP. SIMPLE

**TUXPAN**
★★★ 1/2 **898\$**
AUCUN SUPP. SIMPLE

**BRISAS DEL CARIBE**
★★★★ **898\$**
AUCUN SUPP. SIMPLE

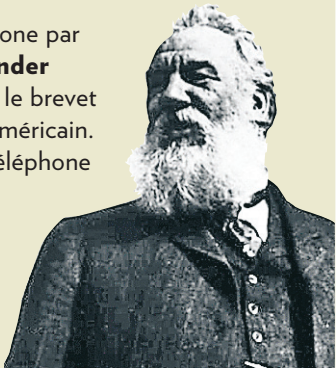
CONSULTEZ WWW.TOURSMONT-ROYAL.COM OU CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES
NON COMPRIS: les frais de contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$ par 1 000\$.
COMPRIS: Séjour: vol, hébergement, prix par pers. occ. double. Pour nouvelles réservations jusqu'au 19 avril. Titulaire d'un permis du Québec.

BCE À UN TOURNANT DE SON HISTOIRE

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

1877

Invention du téléphone par le Canadien **Alexander Graham Bell** dont le brevet est acquis par un Américain. La compagnie de téléphone Bell du Canada est incorporée le 29 avril 1880.



1896

Bell établit la première communication interurbaine entre Montréal et Toronto. Coût: 2\$ pour les trois premières minutes et 60 cents pour chaque minute supplémentaire.



1931

En pleine crise économique, Bell a débranché plus de téléphones qu'elle a en branché cette année-là. C'était la première fois de son existence mais l'histoire s'est répétée récemment, avec l'arrivée de la concurrence dans le marché local.



1983

Sous la houlette du président Jean de Granpré, qui veut échapper au contrôle du CRTC, c'est le début de la diversification tout azimut avec la création de Bell Canada Entreprises. Des milliards sont investis dans l'immobilier, la finance (Montréal Trust) et l'énergie (TransCanada Pipeline).



LA GRANDE ALLIANCE DE COURTISANS DE BCE

Caisse de dépôt et placement du Québec

Siège social : Montréal

Actif géré : 143,5 milliards \$

Mandat : gestion des placements des régimes de retraite qui relèvent du gouvernement du Québec (contribuables, fonctionnaires)

Office d'investissement du régime de pensions du Canada (RPC)

Siège social : Toronto

Actif géré : 110,8 milliards \$CA

Mandat : gestion des placements du régime de pension du Canada (Québec exclu)

Investissements PSP

Siège social : Ottawa (gestion de Montréal)

Actif géré : 30 milliards \$

Mandat : gestion des placements des régimes de retraite de la fonction publique fédérale, des Forces armées et de la GRC

Kohlberg Kravis Roberts & Co. (KKR)

Siège social : New York

Actif géré : 74 milliards \$US

Activité : gestionnaire de fonds d'investissement privés, spécialiste des rachats par endettement et de revalorisations d'entreprises

LES DIX PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DE BCE

Actionnaires	%
Caisse de retraite Teachers	5,3%
Banque T-D et filiales	5,1%
Banque Scotia et filiales	4,7%
Fonds Mackenzie Financial	4,5%
Banque BMO/HarrisBank et filiales	4,5%
Fonds Barclays Global Invest.	2,9%
Fonds P. Cundill & Associates	2,7%
Amvescap PLC	2,3%
Banque CIBC et filiales	2,2%
Fonds Phillips Hager & North	1,9%

Source: sociétés, Bloomberg

Un mur de Chine entre Bell et Quebecor, soutient la Caisse

FRANCIS VAILLES

Bell et Vidéotron ont beau être de féroces concurrents, la Caisse de dépôt ne s'empêchera pas d'être un important actionnaire des deux entreprises. La position de la Caisse entraînera toutefois des situations délicates.

Depuis 2000, la Caisse est actionnaire à 45,3 % de Quebecor Média, ce consortium formé avec la famille Péladeau pour la détention de Vidéotron. Pour l'instant, on ne sait pas à quelle hauteur sera l'investissement de la Caisse dans BCE, si la transaction est conclue. Dans le communiqué, la Caisse est mentionnée au deuxième rang des trois caisses de retraite. Ces trois caisses détiendraient une participation majoritaire de BCE et KKR serait minoritaire.

Sur les neuf membres du conseil d'administration de Quebecor Média figurent quatre personnes désignées par la Caisse. Et la Caisse aura aussi ses soldats au conseil de BCE si la transaction va de l'avant. L'intérêt des consommateurs primera-t-il? La stratégie dévoilée au conseil de l'une se retrouvera-t-elle au conseil de l'autre?

« Ce n'est pas la première fois que la Caisse investit dans des entreprises du même secteur. Pensez à Provigo et Metro. Pour qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits, il y a un mur de Chine », explique Lucie Frenière, porte-parole de la Caisse.

Selon M^{me} Frenière, la Caisse a formé une équipe distincte pour

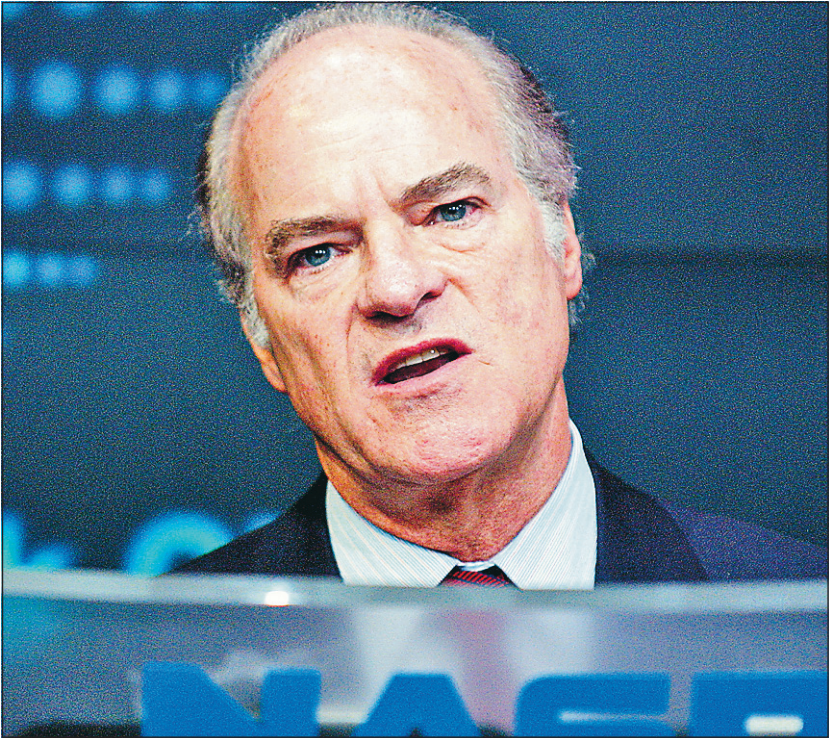


PHOTO EMILE WAMSTEKER, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS © Henry R. Kravis, un des fondateurs du fonds d'investissement privé Kohlberg Kravis Roberts & Co. (KKR), de New York.

travailler sur l'offre de BCE. Normalement, une telle transaction relève de Normand Provost, président de la division des placements privés de la Caisse. Or, comme M. Provost siège au conseil de Quebecor Média, il ne travaille pas sur BCE, dit M^{me} Frenière.

« L'équipe qui travaille sur ce dossier ne relève pas de M. Provost. Il a été informé que nous faisons

partie du consortium, mais n'a pas pris part aux discussions », dit M^{me} Frenière.

Autre élément à considérer : la Caisse ne veut pas être surexposée au secteur des télécommunications. « La taille de l'investissement de la Caisse dans une éventuelle transaction tiendra compte de son investissement dans Quebecor Média », a déclaré

le PDG, Henri-Paul Rousseau.

Au 31 décembre 2006, la Caisse avait un investissement de 2,5 milliards de dollars dans ce secteur, dont 1,6 milliard pour Quebecor Média. Ces 2,5 milliards correspondent à 3,9 % de l'actif net de la Caisse.

Qu'en pense Quebecor? « On traversera la rivière quand on arrivera au pont. Et on ne voit pas encore de rivière. Quebecor fait affaire avec la Caisse depuis 1990 et on n'a jamais eu de problèmes de gouvernance avec eux », a dit le porte-parole, Luc Lavoie.

Michel Nadeau, ex-no 2 de la Caisse, avait prévu cette réponse prudente de Quebecor. L'entreprise, dit-il, ne voudra pas nuire à ses chances d'acquiescer des parties de BCE que les nouveaux actionnaires pourraient vendre, tel Bell Mobilité.

Hier, M. Lavoie n'a pas voulu faire de commentaires à ce sujet. Il a cependant indiqué que Quebecor participera à l'encan d'Industrie Canada pour les fréquences de téléphonie sans fil de troisième génération.

Les observateurs ne croient pas que le Bureau de la concurrence serait réticente à donner son aval en raison des positions de la Caisse dans Vidéotron. « C'est une question de pourcentage d'actionariat. La Caisse ne serait pas actionnaire majoritaire de BCE », dit Michel Nadeau, qui fait remarquer que l'institution est aussi actionnaire de Telus, bien qu'à des niveaux moindres.

KKR tiendra-t-elle



SOPHIE COUSINEAU

LE MONDE DES AFFAIRES

Il fut un temps pas si lointain où, si un petit investisseur devait acheter un seul titre pour assurer ses vieux jours, c'était celui de BCE.

Cette entreprise montréalaise centenaire versait de riches dividendes à ses actionnaires sans jamais hypothéquer sa croissance constante et sans surprise. Pas étonnant que, aujourd'hui encore, même après le big-bang de l'internet et des télécoms, l'action de BCE reste parmi les plus disséminées au pays. Qui n'a pas déjà déteu du BCE, ne fût-ce que par l'entre-

prise de sa caisse de retraite?

Aussi a-t-on du mal à imaginer un monde où le titre de BCE ne s'échangerait plus à la Bourse de Toronto. Un monde où il n'y aurait plus la grande assemblée des actionnaires de la société mère de Bell Canada. Qui ne se souvient pas des témoignages poignants que livraient les téléphonistes, tandis que des petits vieux tirés à quatre épingles grignotaient des sandwiches aux concombres?

Que BCE en soit venue, à son corps défendant, à considérer une privatisation pour faire taire ses actionnaires mécontents marque la fin d'une époque. Mais lorsqu'une entreprise se trouve mise en jeu, bien malin qui peut prévoir comment se terminera la partie. Une seule chose est certaine : rien ne sera plus pareil.

Les dirigeants de BCE ont employé une manoeuvre toute canadienne pour se sortir de l'eau chaude. Plutôt que de se faire prendre d'assaut par le Régime de

retraite des enseignants de l'Ontario (Teachers'), son actionnaire le plus important et le plus tapageur, ils ont préféré entreprendre des pourparlers en coulisses avec un groupe d'investisseurs institutionnels de leur choix.

Les négociations se sont déroulées à une vitesse effrénée ces derniers jours. Il n'y a pas plus tard qu'une semaine, un porte-parole de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Gilles des Roberts, niait avec véhémence tout intérêt pour BCE en entrevue au *New York Times*.

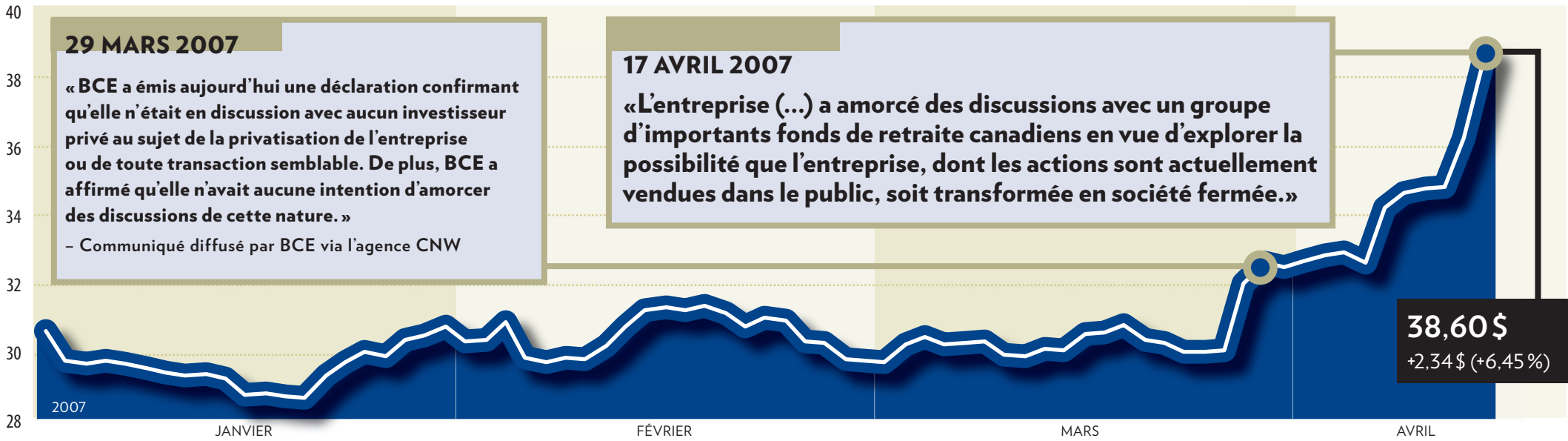
L'équipe de Michael Sabia a peut-être gagné du temps, mais ses jours à la tête de BCE restent comptés. Petite vengeance : Teachers', qui a publiquement joué les fauteurs de trouble, ce qui est contraire aux mœurs d'affaires canadiennes, n'est pas dans le coup, du moins pour l'instant. BCE négocie uniquement avec un consortium formé de la Caisse, de l'Office d'investissement du Régime des pensions du Canada

et du fonds d'investissement privé Kohlberg Kravis Roberts & Co. (KKR), de New York.

La porte reste entrouverte, puisque ces pourparlers ne sont pas exclusifs. Mais il serait surprenant que Teachers' dénicher d'autres investisseurs institutionnels canadiens et se lance dans une coûteuse surenchère.

Les conservateurs peuvent souffler. La vente d'un pilier de l'économie canadienne à des intérêts américains aurait placé le gouvernement minoritaire de Stephen Harper sur la sellette. Or, ils n'auront pas à se mêler de la privatisation de BCE, même si le dogmatique ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, fantasme à voix haute à l'idée d'abolir les frontières de l'industrie.

Il est acquis que KKR sera minoritaire, pour respecter les limites sur la propriété étrangère dans l'industrie des télécoms, même si on ignore dans quelle



BCE À UN TOURNANT DE SON HISTOIRE



1992
Ouverture du marché des interurbains à la concurrence. BCE décide d'aller voir ailleurs et investit 1 milliard dans l'acquisition de Mercury, une entreprise de télécommunications du Royaume-Uni.

1997
Ouverture du marché des appels locaux à la concurrence.

1998
Avec Jean Monty à la barre, BCE se départ de Nortel et se lance dans une stratégie multimédia, baptisée convergence, avec l'achat de Téléglobe, de CTV, de TQS, et du Globe and Mail.

2002
Départ de **Jean-Monty** et changement de cap pour BCE, qui redevient Bell Canada et recentre ses activités sur les télécommunications.



2006
Bell Canada annonce son intention de se transformer en fonds de revenus, mais le gouvernement fédéral l'empêche de le faire. C'est le début des rumeurs sur la vente possible de l'entreprise.



« La taille de l'investissement de la Caisse dans une éventuelle transaction tiendra compte de son investissement dans Québecor Média », a déclaré le PDG de la caisse de dépôt, Henri-Paul Rousseau.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

la télécommande ?

proportion les partenaires se partageront BCE. L' « honneur » canadien est sauf.

Il n'y aura donc pas d'entourloupette comme celle que le banquier américain Goldman Sachs et le groupe médias CanWest Global Communications ont employée pour acquérir Alliance Atlantis. Goldman Sachs est en voie d'acquérir une participation de 83 % dans ce producteur et diffuseur télé, même si le contrôle de l'exploitation sera en principe assumé par CanWest, actionnaire à hauteur de 17 %.

Cela dit, KKR pourrait fort bien devenir l'actionnaire le plus influent de BCE tout en étant « minoritaire ». Un investisseur étranger ne peut détenir plus de 20 % d'une entreprise canadienne des télécommunications et plus de 33 % de la société mère de celle-ci, pour un maximum combiné de 46,7 %.

Or, il est clair que ce n'est pas la Caisse de dépôt qui fera contrepoids à KKR. Dans le com-

muniqué publié hier, l'institution québécoise laisse entendre que son investissement dans BCE ne sera pas démesuré, pour limiter sa vulnérabilité aux aléas de l'industrie des télécoms. La Caisse, c'est bien connu, est déjà actionnaire à 45 % de Québecor Média, l'un des grands rivaux de BCE, soit dit en passant. Ainsi, les investissements de la Caisse dans les secteurs des télécoms et des médias représentent près de 3,9 % de son actif net, précise sa porte-parole Lucie Frenière.

Bref, il ne serait pas surprenant

que ce soit KKR qui tienne la télécommande de BCE entre ses mains.

La privatisation de BCE serait marquante à plus d'un égard. Elle confirme le nouveau rôle que se

Maintenant, les caisses prennent les devants et investissent directement, sans se soucier d'avoir un industriel à leurs côtés. Remarquez, les grands fonds d'investissements privés américains ont prouvé que ces transactions étaient des plus rentables. Par exemple, les placements privés ont rapporté un rendement annualisé de 22,8 % au groupe Blackstone depuis 1987 (déduction faite des frais de gestion). Comme on dit par chez nous, c'est dur à battre!

Plutôt que de confier une partie de leurs fonds à ces firmes, les caisses de retraite canadiennes choisissent de se passer de ces intermédiaires. Ici comme ailleurs, toutefois, les perspectives de profits sont à l'image des risques : énormes.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

Une transaction financée par les contribuables

FRANCIS VAILLES

Si l'acquisition de BCE est conclue, elle sera financée en partie avec l'argent... des contribuables. Le fisc pourrait même être privé de 600 millions de dollars par année, selon des estimations de *La Presse Affaires*.

Deux raisons expliquent cette curieuse situation. D'abord, trois des quatre acquéreurs proposés sont des fonds de retraite. Or, ces fonds sont exempts d'impôts. Après la transaction, les dividendes de BCE ne seront donc plus versés aux petits actionnaires, qui sont normalement imposés.

L'an dernier, BCE a versé 1,1 milliard de dollars en dividendes. Au Canada, le taux net des particuliers sur ces dividendes oscille entre 18 % et 30 %. En supposant que la moitié de ces dividendes aient été versés hors REER à des particuliers canadiens, le fisc a amassé environ 140 millions de dollars d'impôts avec les dividendes de BCE en 2006.

Une grande partie de cet argent n'entrera plus dans les coffres du fisc si la transaction est conclue. Seule la firme KKR paiera des impôts et encore, ce genre d'entreprise structure habilement ses investissements pour minimiser ses impôts.

Ce n'est pas tout. L'acquisition sera essentiellement financée par endettement, possiblement à hauteur de 80 %. Avec ce type de financement, la dette de BCE sera éventuellement gonflée et les intérêts à payer grimpent d'autant. Or, ces intérêts sont déductibles d'impôts.

Une transaction de 32 milliards de dollars pour l'achat de BCE pourrait augmenter l'endettement de l'entreprise d'environ 25 milliards. La facture d'intérêts annuelle augmenterait donc d'environ 1,5 milliard de dollars (à 6 % d'intérêt sur 25 milliards). Cette somme réduira les profits de BCE d'autant, et donc l'impôt sur les profits.

L'an dernier, le taux d'imposition de BCE a été de quelque 35 %. En diminuant les profits de 1,5 milliard, la facture d'impôts pourrait donc être réduite d'environ 525 millions par année (35 % de 1,5 milliard).

Combinés, le manque à gagner du fisc au chapitre des dividendes et des intérêts dépasserait ainsi les 600 millions de dollars. « C'est le secret des transactions par *leverage buyout*. Les intérêts de l'endettement sont déductibles », dit Michel Nadeau, ex-no 2 de la Caisse de dépôt et aujourd'hui directeur général de l'Institut sur la gouvernance.

Les acheteurs de Bell, une clique montréalaise

Les trois fonds de retraite qui s'unissent pour acheter BCE ont un point en commun : leurs principaux dirigeants viennent de Montréal.

L'offre à BCE a été faite à l'initiative de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (RPC), l'équivalent

du RRQ au Canada anglais. Ce fonds a manifesté ses intentions aux dirigeants de BCE dès l'été dernier, avant même la tentative avortée de BCE de se transformer en fiducie de revenus.

Une des deux personnes responsables de l'offre au RPC s'appelle André Bourbonnais, qui est chef des principaux investissements. M. Bourbonnais a

travaillé à la Caisse de dépôt et placement du Québec entre 2001 et 2004. Il a même été président de CDP Capital Communications, cette filiale de la Caisse qui gère le placement dans Québecor Média. M. Bourbonnais avait été nommé par Henri-Paul Rousseau en remplacement de Pierre Bélanger, qui dirigeait cette filiale lors de la très coûteuse acquisition de Vidéotron par Québecor Média.

La Caisse de dépôt est le deuxième partenaire pour l'acquisition de BCE, suivi de Investissements PSP. Cette dernière gère les fonds de retraite des fonctionnaires fédéraux. Comme la Caisse de dépôt, son principal bureau d'affaires est à Montréal. PSP est présidée par

Gordon Fyfe, un autre ancien haut dirigeant de la Caisse. Avant d'entrer chez PSP, M. Fyfe a même été le président de CDP Marchés mondiaux de mars 2002 à août 2003. Gordon Fyfe avait survécu à la purge qui a suivi l'arrivée de Henri-Paul Rousseau. Il était considéré comme une étoile montante à la Caisse.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Le secret de la créativité est de savoir comment cacher ses sources. »
— *Albert Einstein, physicien*

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

						7		
			1				8	6
	9	8	7	6	4			
7		9			6			
				2			4	
4	8		9		3	2		
				7			5	
				4				2
2			1				3	7

Niveau de difficulté : MOYEN

0621

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	1	4	2	5	9	3	7	6
5	2	7	3	6	8	9	1	4
9	6	3	1	7	4	8	2	5
7	9	5	4	3	2	6	8	1
3	4	6	7	8	1	2	5	9
1	8	2	6	9	5	7	4	3
6	5	8	9	4	7	1	3	2
2	7	9	5	1	3	4	6	8
4	3	1	8	2	6	5	9	7

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

La Caisse de dépôt parmi les investisseurs pressentis

BCE

suite de la page 1

Entre temps, le groupe de riches interlocuteurs annoncé par BCE comprend deux voisins sur son siège social montréalais : la Caisse de dépôt et placement ainsi qu'un méconnu, Investissements PSP, qui gère les placements des régimes de retraite des fonctionnaires fédéraux et des militaires canadiens.

Ce groupe comprend aussi, de Toronto, l'Office d'investissement du régime de pension du Canada (RPC), ainsi qu'une vedette de Wall Street : Kohlberg Kravis Roberts & Co. C'est l'une des plus grosses firmes du monde en matière de rachats et de revalorisations d'entreprises.

Teachers'

En contrepartie, le groupe de premiers interlocuteurs de BCE ne comprend pas la grosse caisse de retraite Teachers' des enseignants de l'Ontario.

Encore principal actionnaire de BCE à 5,2 %, Teachers' a le plus secoué sa haute direction depuis trois semaines, avec des déclarations d'insatisfaction.

Le geste le plus remarqué est survenu la semaine dernière lorsque Teachers' a confirmé dans un document officiel à la SEC, le grand gendarme boursier américain, qu'elle « évaluait ses alternatives » pour valoriser son placement en actions de BCE. Il est évalué ces jours-ci à 1,6 milliard \$CAN.

Malgré son absence des interlocuteurs annoncés par BCE, Teachers' n'entend pas regarder passer la caravane. Au contraire, peut-être même émerger en concurrent des interlocuteurs annoncés par BCE.

« Nous continuons d'évaluer toutes les possibilités, incluant une proposition alternative. Nous sommes prêts à participer à toute transaction intéressante impliquant la propriété de BCE, dans le meilleur intérêt de ses actionnaires », a indiqué Jim Leech, vice-président principal de Teachers'.

« Dans l'immédiat, nous sommes satisfaits que le conseil d'administration de BCE ait accepté d'évaluer des propositions, incluant une fermeture de son capital. »

Par ailleurs, Jim Leech a minimisé l'impact des interventions précédentes de Teachers' sur ses relations avec les dirigeants de BCE, malgré les rumeurs à cet effet sur Bay Street.

« Si notre déclaration à la SEC a dérangé certaines personnes, chez BCE ou ailleurs, c'est dom-

mage parce qu'elles ont mal interprété notre geste. En fait, c'était une déclaration obligatoire parce que nous sommes le plus gros actionnaire d'une entreprise cotée sur une Bourse américaine », a indiqué le vice-président de Teachers'.

Calendrier

Cela dit, l'échéancier d'une éventuelle transaction de prise de contrôle de BCE demeure très imprécis. D'autant que le gouvernement fédéral, qui a autorité sur les grandes entreprises de télécommunications, pourrait intervenir en raison de l'influence de BCE et sa principale filiale, Bell Canada.

Pour le moment, l'annonce par BCE de négociations avec « un groupe d'importants fonds de retraite canadiens » fait état des habitudes précautions de réalisation, afin de « maximiser la valeur des actionnaires ».

Aussi, BCE souligne la « direction canadienne » de ce groupe d'investisseurs, en référence à la limite fédérale de participation étrangère et minoritaire à son capital.

Du côté de ces acquéreurs potentiels de BCE, on fait état du « stade préliminaire » des négociations, afin de parvenir à une « transaction qui créerait de la valeur pour les actionnaires ».

Quant à l'Américain KKR, son président Henry Kravis vante son « expertise » lors de transactions similaires pour se joindre à « trois des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada ».

Entre temps, des investisseurs en actions de BCE, longtemps déçus, ont hâte de passer à la caisse.

« Les actions de BCE ont été un placement déplorable durant les dernières années », selon Gavin Graham, un directeur d'investissement chez les fonds Guardian, à Toronto, qui cumulent 5,4 milliards.

Quant aux priorités d'affaires de BCE, après une prise de contrôle par des capitaux institutionnels, le scénario demeure grand ouvert, selon des analystes.

« Ça dépendra beaucoup de la structure financière d'un éventuel rachat de BCE, en particulier du niveau d'endettement », selon Paul Homan, directeur général de l'agence de cotation financière DBRS, à Toronto.

Comme ses semblables Standard & Poors et Moody's, DBRS a accélé un avis de révision à la cote des titres de dettes de BCE.

JEAN COUTU

Vers une gestion plus « pépère » ?

PHILIPPE MERCURE

Finis les coups d'éclat. Après l'acquisition ratée d'Eckerd aux États-Unis, Jean Coutu veut maintenant se concentrer sur ce qu'elle fait de mieux : gérer son réseau de pharmacies canadiennes. Et, bonne nouvelle, celui-ci est en santé.

C'est en tout cas ce qu'indiquent les résultats du troisième trimestre dévoilés hier par l'entreprise. Attention toutefois aux diagnostics trop rapides. Le Groupe Jean Coutu a dégagé un bénéfice net de 184 millions US au troisième trimestre, près de six fois celui enregistré à la même période l'an dernier. Sauf que plusieurs éléments exceptionnels viennent fausser les comparaisons, et c'est plutôt du côté des ventes – augmentation de 8,5 % au Canada et de 1,1 % aux États-Unis pour des périodes comparables à l'an dernier – qu'il faut évaluer ses performances.

Stephen Gauthier, associé de la firme montréalaise Gauthier & Cie, est encore plus sélectif. Jean Coutu a indiqué hier que la transaction qui fera passer aux mains du géant américain Rite Aid les 1859 pharmacies Brooks et Eckerd acquises en 2004 aux États-Unis devrait être conclue d'ici le mois de mai.

« Dans ce contexte, ça ne vaut plus vraiment la peine de regarder ce qui se passe aux États-Unis, dit le gestionnaire de portefeuille. C'est la situation au Canada qui nous intéresse. On a de très bons chiffres au niveau des ventes, et les marges qui s'étaient compressées sont en train de remonter. »

Les résultats américains restent toutefois significatifs puisque Jean Coutu conservera une participation de 32 % dans Rite Aid. L'entreprise québécoise admet que les chamboulements de ses activités américaines rendent pour l'instant les opérations difficiles. « La transaction a un effet négatif sur nos programmes de marque maison, et les nouvelles stratégies de vente avec nos fournisseurs ont ralenti », écrit l'entreprise dans la présentation de ses résultats.

Selon un analyste torontois qui préfère garder l'anonymat, la politique de Jean Coutu aux États-Unis est actuellement de « minimiser les dommages ». « Ils perdent des pharmaciens au détriment des concurrents, ce qui n'est pas bon. Je suppose qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour

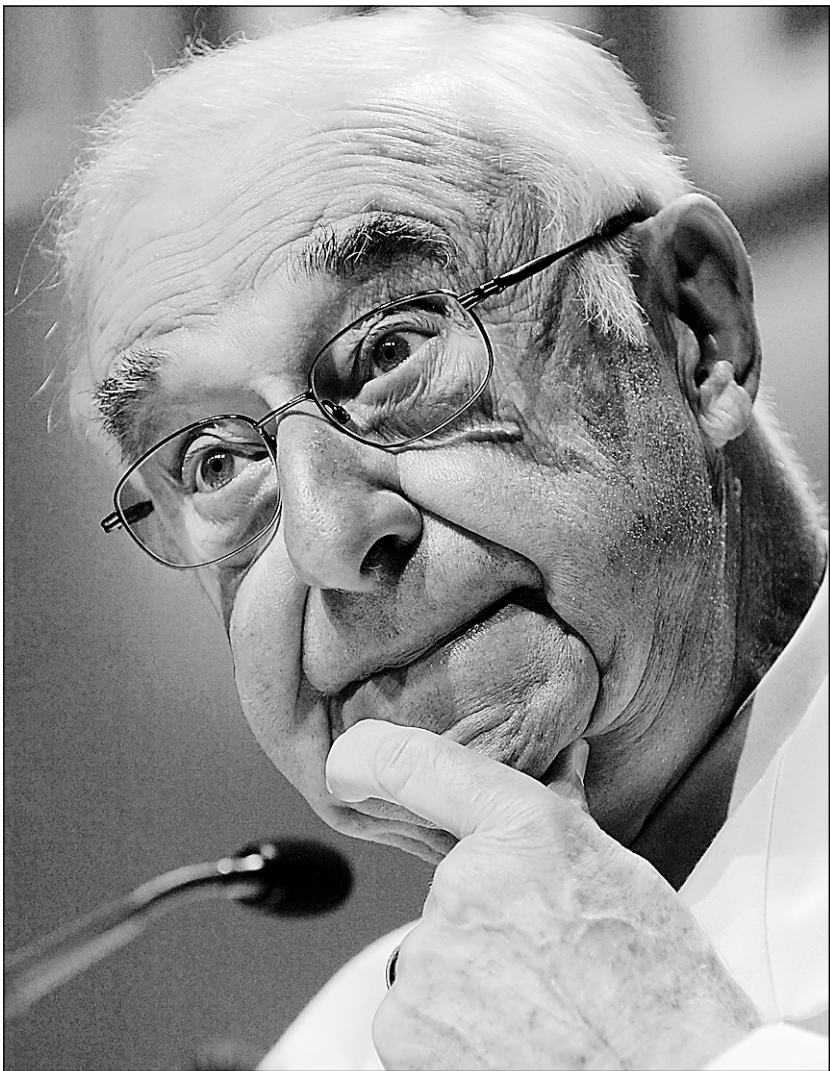


PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Malgré le contexte difficile, les ventes américaines du Groupe Jean Coutu ont légèrement augmenté et les marges se sont maintenues. Sur la photo, le fondateur de la chaîne, Jean Coutu.

limiter les dégâts, mais ils doivent conclure la transaction avant qu'il n'y en ait davantage. »

Malgré le contexte difficile, les ventes américaines ont légèrement augmenté et les marges se sont maintenues. « Nous sommes satisfaits de notre performance (aux États-Unis) compte tenu des activités inhabituelles provoquées par la période de transition », a dit hier Pierre Legault, vice-président à la direction du Groupe Jean Coutu.

François J. Coutu, président des opérations canadiennes, avoue toutefois qu'il a « hâte de conclure la transaction avec Rite Aid et passer à la prochaine phase d'expansion du Groupe Jean Coutu ».

Et à quoi faut-il s'attendre dans l'avenir? Échaudée par son aventure américaine et sans grosses acquisitions possibles en sol canadien, Jean Coutu

adoptera un style de gestion plus « pépère », croit le gestionnaire de portefeuille Stephen Gauthier... qui s'en réjouit.

« Tant qu'à moi, c'est parfait. Quand une entreprise se repositionne *pépère*, c'est là qu'on a de bons rendements. »

Quant au bénéfice net six fois plus élevé que l'an dernier, il s'explique essentiellement par deux éléments. D'abord, la montée en flèche de l'action de Rite Aid aux États-Unis, qui bonifie la valeur de vente du réseau Brooks-Eckerd. Rite Aid paie une partie de son acquisition en actions, ce qui permet à Jean Coutu de réduire ses pertes liées à la vente de 108 millions US après impôt. Ensuite, l'amortissement des actifs américains qui prend fin permet aussi d'économiser près de 35 millions US.

L'action de Jean Coutu a gagné 1,10 % hier pour clôturer à 15,67 \$.

Une maison... sans prince charmant

RÉSIDENCE

suite de la page 1

« Ça peut prendre plus de temps, tu peux ne pas te marier avant la fin de la trentaine ou la quarantaine, et je ne crois pas qu'on devrait attendre pour accéder à la propriété. »

Les célibataires sont prêtes à relever leurs manches et à utiliser marteaux, clous et pinceaux dans leur nouvelle maison, selon Royal LePage. Le quart des répondantes à l'enquête affirment vouloir acheter une résidence en mauvais état dans le but de la rénover elles-mêmes. Seules 9 % enverraient un entrepreneur.

L'étude révèle aussi que 34 % des femmes interrogées seraient prêtes à laisser tomber leur réception de mariage (mais pas le mariage lui-même) pour pouvoir verser un plus gros acompte sur une propriété, par rapport à 27 % des hommes.

À Montréal, l'augmentation du nombre de femmes profession-

nnelles depuis les quatre dernières années explique que de plus en plus de célibataires accèdent à la propriété, selon Royal LePage. Les Montréalaises privilégient le condominium sans entretien et dépensent en moyenne 300 000 \$ pour une telle propriété, soutient la firme.

Le rapport de Royal LePage a été réalisé notamment grâce à un sondage de Maritz Research, mené auprès de 1002 Canadiennes et 1000 Canadiens de 18 ans et plus entre le 15 et le 20 février derniers.

Génération Tanguy

Si les femmes célibataires accèdent de plus en plus à la propriété, les jeunes, tous sexes confondus, restent plus longtemps que jamais chez leurs parents.

Selon une étude diffusée hier par BMO Banque de Montréal, 29 % des jeunes de 21 à 34 ans vivent toujours dans le nid familial afin d'économiser l'équivalent d'une mise de fonds pour une maison. Un sommet inégalé.

« Un marché immobilier en pleine ébullition et les prix des maisons qui ne cessent d'augmenter ont probablement contribué au développement d'une telle tendance », a expliqué Cid Palacio, vice-présidente, BMO Banque de Montréal, dans un communiqué.

L'enquête menée auprès de 1205 jeunes adultes de six grandes villes canadiennes a permis de repérer « un écart considérable » entre les attentes des acheteurs potentiels et leur situation réelle. Ceux-ci espèrent en moyenne pouvoir économiser une mise de fonds équivalent à 15,4 % du prix d'achat de la maison convoitée.

« J'ai bien peur, cependant, que ces attentes soient excessivement élevées étant donné leur faible taux d'épargne et les coûts sans cesse croissants sur les marchés de l'ensemble du pays », a fait valoir M. Palacio.

Quelque 30 % des jeunes interrogés comptent utiliser leurs REER comme principale source de financement pour la mise de fonds, révèle en outre l'étude

AFFAIRES

700

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

CHERCHER-VOUS UN CONFÉRENCIER?
Visitez www.jean-guy-leboeuf.com

Salon Chatters
Marché de la beauté,
récompense du global
award de la franchise

tient une journée **porte ouverte** pour d'éventuels
franchisés ce **20 avril** à **9 h 30** dans son maga-
sin d'exposition à Brossard, quartier 10-30, maga-
sin n°10, 9600, Boulevard Leduc, Brossard. Mini-
mum de 225 000 \$ en liquidité. Veuillez contac-
ter cheri@lorikarpman.com ou le 514-743-9431
au plus tard le **19 avril** pour réserver votre place.

715

FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente
Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AI 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides.
Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

PRÊTS 1ère, 2e hyp., bal. de vente, rés., comm., équi-
pements, cas spéciaux. Me Rémillard 514-767-5331

AVIS

800

805

AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE annuelle du Comité
régional pour la protection des Falaises va avoir
lieu le 25 avril à 19h à la Gare de Prévost.
Pour plus d'infos: info@parcdesfalaises.ca

TOUTE PERSONNE connaissant les allées-et-
venues de **Randy Rosenberg** est priée de com-
muniquez à frais virés avec L. Tremblay au 1-613-
744-2892 poste 1087.

850

AVIS DE DISSOLUTION
CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie
NORMAND BISSONNETTE & ASSOCIÉS
INC. demandera au Registraire des entre-
prises la permission de se dissoudre.
Me Roch Guertin, Avocat

Saison frustrante pour les skieurs

L'affluence a reculé de 10 % dans les stations

LAURIER CLOUTIER

Malgré la récente neige, de nombreux skieurs terminent leur saison avec une grande frustration.

Des skieurs alpins, bien sûr, mais encore plus les skieurs de fond qui n'ont pas vu passer la saison, trop courte. Déjà durant la relâche scolaire, au début de mars, la porte-parole de Ski de fond Mont-Tremblant ne s'attendait pas à une grosse saison.

Moins d'une dizaine de stations de ski alpin demeureront encore ouvertes en fin de semaine. La saison pourrait se solder ainsi par une baisse de près de 10 % de l'affluence, a déclaré à *La Presse Affaires* Alexis Boyer-Lafontaine, directeur des communications de l'Association des stations de ski du Québec (ASSQ), qui tenait hier son conseil d'administration. « De 5 % à 10 % », a renchéri Brigitte Marchand, la présidente du conseil de l'ASSQ. La station Montjoye, qu'elle dirige, a enregistré une baisse de 6,4 %.

Fermé depuis le lundi de Pâques, Le Massif, dans Charlevoix, accuse une chute de fréquentation de 16,7 %.

Toutefois, après avoir reçu lundi pas moins de quatre pieds de neige fraîche, Le Massif a décidé de rouvrir la fin de semaine prochaine, « pour répondre aux besoins des passionnés, pas pour faire de l'argent », assure la porte-parole, Isabelle Vallée. Déjà, durant la fin de semaine de la mi-mars, Le Massif avait reçu 88 cm de neige, à tel point qu'il avait dû fermer, temporairement, la station. La route 138 avait aussi été fermée.

La station Ski Bromont rouvre aujourd'hui et évaluera la situation au jour le jour, jusqu'au 22 avril.

Mont-Sainte-Anne prévoit fonctionner jusqu'au 29 avril prochain et Mont-Saint-Sauveur espère même tenir le coup jusqu'à la mi-mai. « Souvent ce n'est pas la neige qui manque, mais le vélo qui remplace le ski », déclare Brigitte Marchand.

« C'est une saison moyenne et décevante », reconnaît par contre le porte-parole de l'ASSQ. Elle pourrait se terminer avec seulement six millions de jours/ski, comparativement à une moyenne annuelle de 6,5 à sept millions au cours des dernières années, indique Alexis Boyer-Lafontaine.

L'hiver déborde ces jours-ci sur le printemps, mais le froid

est arrivé trop tard cette saison, à la mi-février. Les stations ont ainsi raté la période cruciale des Fêtes, explique-t-il. « Les stations ont par contre profité d'achats massifs d'abonnements de saison », dit-il.

« Les capitaux seront plus rares pour les investissements », selon Brigitte Marchand.

Investissements nécessaires

L'affluence varie selon les stations. « Ski Bromont a enregistré une légère augmentation du nombre des skieurs, mais pas autant que celle planifiée », dit Alexis Boyer-Lafontaine.

Les canons à neige ont souvent fait la différence. « Ce sont des investissements hautement rentables et stratégiques. Les stations devraient en acheter davantage », a-t-il ajouté.

« L'industrie du ski devrait cependant trouver entre 80 et 100 millions d'ici cinq à 10 ans », selon lui. « C'est considérable, d'autant plus que plusieurs stations accusent des pertes. Non seulement les derniers systèmes d'enneigement coûtent cher, explique-t-il, mais les stations doivent disposer d'un capital propre important, pour les financer en partie elles-mêmes. Les banques ne sont en effet guère intéressées à les financer. »

Selon Alexis Boyer-Lafontaine, le conseil d'administration de l'ASSQ n'a pas tant porté sur la dernière saison que sur la prochaine et la préparation du congrès annuel de la fin de mai.

L'un des thèmes du congrès sera le développement durable, un plus grand respect de l'environnement par les stations. Michel Archambault, directeur de l'étude annuelle sur l'industrie du ski, présentera son bilan de la saison aux congressistes.

ENCORE OUVERTES

Mont-Comi

Sutton

Massif du Sud

Val d'Irène

Mont-Alta

Mont-Saint-Sauveur

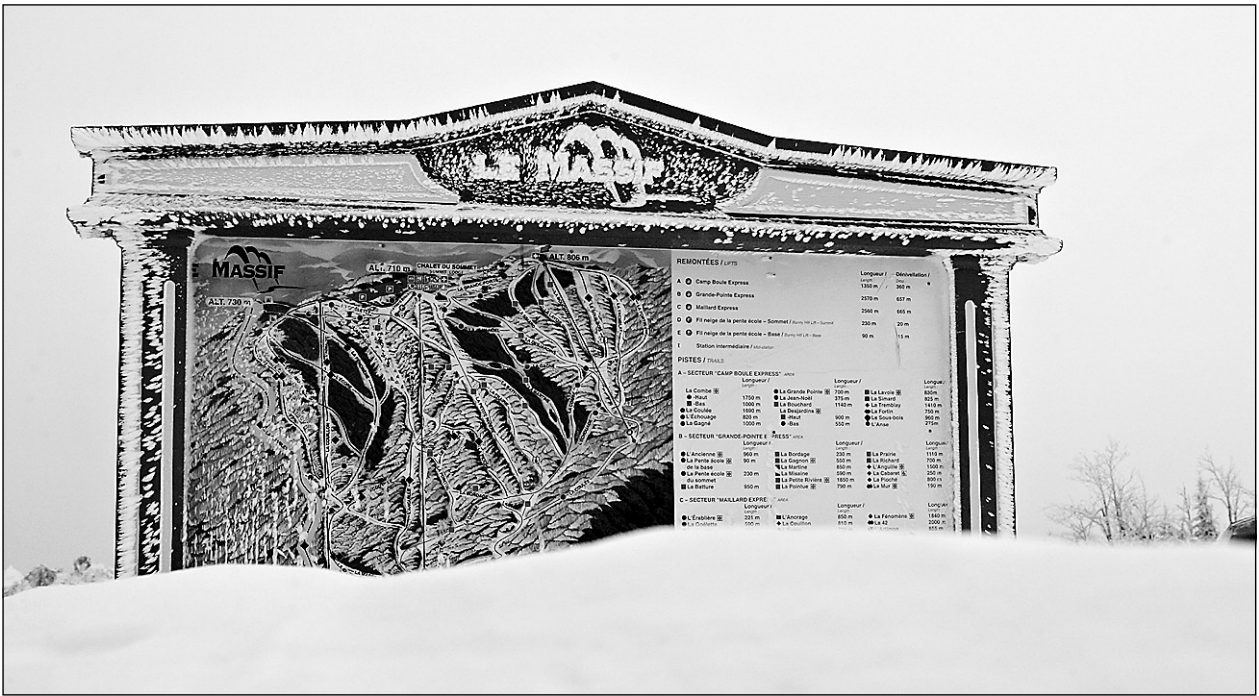
Mont-Sainte-Anne

Le Valinouët

Ski-Bromont

Le Massif

Source: Association des stations de ski du Québec.



PHOTOS MATHIEU BÉLANGER. COLLABORATION SPECIALE

Trop peu, trop tard ? La station de ski Le Massif a reçu quatre pieds de neige, lundi. Elle ouvrira en fin de semaine. Une mince consolation pour les skieurs que l'hiver tardif a brimés.

ACHAT DE CHRYSLER PAR MAGNA

Les pourparlers seraient avancés

PRESSE CANADIENNE

FRANCFORT — Le fabricant canadien de pièces d'auto Magna International en serait au stade des discussions avancées avec DaimlerChrysler pour l'achat de sa filiale nord-américaine Chrysler.

Selon le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, DaimlerChrysler demeurerait actionnaire minoritaire dans une transaction avec Magna. Aucune source du journal n'est citée et DaimlerChrysler refuse de commenter ces informations.

Depuis que DaimlerChrysler a annoncé, il y a deux mois, qu'elle considèrerait toutes les options pour sa filiale nord-américaine déficitaire, plusieurs rumeurs d'offres d'achat ont surgi. Le nom du géant nord-américain General Motors a notamment circulé.

La semaine dernière, dans une entrevue au *Globe and Mail*, le principal dirigeant de Magna International, Frank Stronach, a confirmé être en négociations avec une autre firme canadienne, Onex Corporation, pour présenter une offre pour Chrysler.

WWW.COLLEGEIMMOBILIER.COM

AEC : PROGRAMME AGENT IMMOBILIER (902.56)

L'IMMOBILIER, ÇA COMMENCE ICI!

L'IMMOBILIER VOUS INTÉRESSE?

NOUS AVONS LA SOLUTION : LA FORMATION DE SOIR!

PRÉPAREZ VOTRE FUTURE CARRIÈRE EN CONTINUANT DE TRAVAILLER.

CAMPUS DE LAVAL - NOUVEAU
2 MAI AU 13 SEPTEMBRE 2007 - SOIR (FRANÇAIS)

CAMPUS DE L'ÎLE DES SOEURS
1ER MAI AU 13 SEPTEMBRE - SOIR (ANGLAIS)

1-888-762-1862 • 514-762-1862
600, CHEMIN DU GOLF, ÎLE DES SOEURS • 6400, 16E AVENUE, MONTRÉAL
3224, JEAN-BÉRAUD, LAVAL

Avis de nomination

Me Daniel Riopel, président-directeur général de Beaulne et Rhéaume assurance ltée et Michel Rhéaume et associés ltée a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Marc Desilets au poste de vice-président finances et administration.

Monsieur Desilets qui œuvre au sein de nos entreprises depuis 2001, détient un baccalauréat en comptabilité de management et membre de l'ordre des comptables en management accrédités (CMA) depuis 1992.

La vaste expérience, l'intégrité et les valeurs humaines de monsieur Marc Desilets seront des atouts d'une grande importance dans l'accomplissement des tâches reliées à ses nouvelles fonctions.

Beaulne et Rhéaume assurance ltée et Michel Rhéaume et associés ltée, sont des firmes avantageusement connues depuis bientôt 30 ans dans le domaine de l'assurance de personnes pour les membres d'organismes professionnels.

Michel Rhéaume & ASSOCIÉS LTÉE
Cabinet en assurance de personnes et en assurance collective de personnes
5055, boul. Métropolitain Est, bureau 200, St-Léonard (Québec) H1R 1Z7

Beaulne & Rhéaume
assurance ltée
Cabinet en assurance de personnes et en assurance collective de personnes

Financière Sun Life inc.
AVIS DE L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

Nous vous informons par la présente que l'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires de la Financière Sun Life inc. se tiendra au centre The Carlu, 444, rue Yonge, 7^e étage, à Toronto, en Ontario, le mercredi 9 mai 2007, à 10 heures.

Toronto, le 18 avril 2007.

Joan M. Wilson
Vice-présidente et secrétaire de la Compagnie

GÉRALD TREMBLAY

MAIRE DE MONTRÉAL ET PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

DE L'EXPO 67 À MONTRÉAL 2025 : S'APPUYER SUR NOS ACQUIS POUR CONSTRUIRE L'AVENIR

En collaboration avec :

26 AVRIL 2007
de midi à 14 h

Pour plus d'information :
www.ccmq.ca/expo-67
514 871-4000, poste 4001

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES

MARKETING PAR COURRIEL

12 leçons de bonne pratique



LIETTE D'AMOURS

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE

La majorité des entreprises québécoises possèdent désormais un site web. Bon nombre recueillent des informations personnelles sur leurs visiteurs. Mais, savent-elles vraiment quels sont leurs devoirs en matière de protection des renseignements personnels?

« Pour le savoir, nous avons évalué les pratiques de 35 sites web d'entreprises québécoises sur le plan de la publicité interactive, et plus particulièrement du marketing par courriel », explique Stéphanie Le Rouzic, directrice principale chez Impact Recherche, filiale du Groupe Cossette Communication. Cette étude a été réalisée pour le compte de l'Office de la protection du consommateur du Québec.

De cette étude, la firme de recherche a tiré 12 leçons de bonnes pratiques.

Leçon #1 : N'offrir qu'un formulaire par courriel pour être

jointe est une pratique à bannir. Au total, 94 % des entreprises étudiées proposent une page présentant une façon de les rejoindre. Toutefois, seulement 66 % fournissent leur adresse et leur numéro de téléphone.

Leçon #2 : Avoir une politique de protection et d'utilisation des renseignements personnels. « Au total, 82 % des entreprises évaluées en ont une et l'affichent sur leur site web. Celles qui n'en ont pas, sont principalement de petites entreprises », précise Stéphanie Le Rouzic.

Leçon #3 : La politique de confidentialité doit être accessible partout sur le site en un seul clic.

Leçon #4 : Avoir une politique complète qui aborde les 10 principes¹. L'étude nous apprend que les politiques présentées contiennent la plupart du temps des informations sur les objectifs de la collecte des données et sur les mesures de sécurité prises pour les protéger. Toutefois, elles ne précisent pratiquement jamais le nom d'une personne contact dans l'entreprise ni la durée de stockage des informations.

Leçon #5 : Faciliter la lecture de la politique par une présentation claire. Au total, 63 % des

entreprises ont une politique très bien ou assez bien présentée. Pour juger de la présentation, trois indicateurs ont été observés de plus près : la disposition, la lisibilité et la possibilité de l'imprimer. À proscrire : les textes trop longs et les caractères trop petits.

Leçon #6 : Faciliter la compréhension de la politique. Au total,

La politique de confidentialité doit être accessible partout sur le site web de l'entreprise en un seul clic.

78 % des entreprises présentent une politique très ou assez compréhensible. Toutes les sociétés ont fait des efforts de vulgarisation. Pour 81 % des entreprises disposant d'une politique, le texte est pertinent par rapport aux services offerts sur le site (les autres se contentent de texte très généraux). « En revanche, aucun site n'a mis en place un lexique permettant d'expliquer la teneur de certains termes utilisés pouvant être jugés plus techniques, commente Stéphanie Le Rouzic. Enfin, seulement 12 % affichent des liens vers des sites gouvernementaux ou des organismes de certification (sceau) pour les internautes qui souhaitent approfondir la question de la protection des renseignements personnels. »

Leçon #7 : Demander seulement les informations nécessaires. Au total, seulement 29 % des sites récoltent uniquement les informations nécessaires à l'exécution de la tâche demandée. « Par exemple, pour s'abonner à une lettre d'information, nous avons considéré que seule l'adresse courriel était indispensable », explique l'expert.

Leçon #8 : Pratiquer le consentement par confirmation (*opt-in* actif). Au total, 69 % des sites recueillent le consentement des internautes en leur demandant de cocher une case pour donner leur consentement (forme la plus recommandée).

Leçon #9 : Demander une double confirmation. Seulement 24 % des sites web pratiquent la technique du double consentement.

Leçon #10 : Donner accès aux données. Au total, 60 % des entreprises permettent d'accéder directement sur leur site à un compte personnel auquel l'internaute peut accéder et modifier ses informations personnelles. De la même façon, 43 % incluent un

lien vers ce compte dans les courriels qu'elles envoient la première fois (40 % le mettent dans tous leurs envois).

Leçon #11 : Toujours laisser le choix de se désabonner facilement. Sur les 77 % des entreprises qui ont envoyé un courriel après les démarches, la moitié y ont inséré un lien pour se désabonner (par exemple, bulletin d'information).

Leçon #12 : Respecter ses engagements. « Au total, 96 % des entreprises qui nous ont envoyé un courriel, ont respecté leurs engagements et nous ont envoyé uniquement les informations demandées, précise Stéphanie Le Rouzic. Concernant les messages provenant de partenaires commerciaux, 11 % des entreprises ont utilisé cette possibilité que nous avions acceptée. Nous n'avons reçu aucun pourriel. »

À la lumière de ces résultats, force est de constater que les sites québécois sont encore loin d'appliquer toutes les bonnes pratiques et que des efforts restent à faire.

1 : Pour connaître les 10 principes énoncés dans le Code type sur la protection des renseignements personnels de l'Association canadienne de normalisation. : [HYPERLINK « http://www.aucc.ca/privacy/index_f.html » http://www.aucc.ca/privacy/index_f.html](http://www.aucc.ca/privacy/index_f.html)

Liette D'Amours est directrice des communications au CEFRIQ, un centre de recherche-expérimentation et de transfert spécialisé en appropriation des technologies de l'information.

Télé et internet en guerre

AGENCE FRANCE-PRESSE

CANNES — Les groupes audiovisuels traditionnels affrontent une concurrence de plus en plus vive des nouveaux programmes de divertissement disponibles sur l'internet, qui érodent leur audience et du même coup leurs recettes publicitaires.

« Les gens, de part le monde, commencent à passer plus de temps devant leur ordinateur qu'à regarder la télévision »,

note Peter Balzagette, directeur artistique de la société de production Endemol, leader mondial des émissions de télé-réalité.

Présents en force au marché annuel international des programmes de télévision (MIPTV) de Cannes, les pays asiatiques proposent un catalogue impressionnant de jeux vidéo, de mondes virtuels et de plates-formes d'échanges de vidéos d'amateurs ou d'oeuvres musicales, tous placés, comme YouTube ou My Space, sous le signe de l'interactivité.

L'un des invités d'honneur du salon est le PDG de la société sud-coréenne SK Communications, qui tente d'introduire en Europe « Cyworld », un monde virtuel dont la popularité en Corée rivalise avec celle de « Second Life » en Europe.

Dirigeants de grands groupes audiovisuels et publicitaires se sont affrontés au cours d'une table ronde organisée dans le cadre du salon pour savoir si la télévision restait le meilleur moyen de toucher les consommateurs.

Intel profite d'une restructuration



PHOTO ADAM TANNER, REUTERS ©

Intel, leader mondial des puces électroniques, a annoncé pour le premier trimestre un bénéfice en nette hausse, grâce à une réduction des coûts et une restructuration qui ont amélioré ses marges, malgré la concurrence sur les prix. Le bénéfice net a bondi de 18,6 %, à 1,61 milliard US, tandis que le bénéfice par action (BPA), hors exceptionnel, était quasiment stable à 22 cents US, en ligne avec les attentes des analystes. En incluant une plus-value fiscale exceptionnelle, le BPA a atteint 27 cents US comparativement à 23 cents US un an plus tôt. Le groupe a souligné avoir mené à bien son plan de suppression de 10 500 emplois (environ 10 % de son personnel) et précisé que sa marge brute trimestrielle avait augmenté à 50,1 % par rapport à 49,6 % un an plus tôt. Hier, l'action d'Intel a pris 29 cents US, à 20,98 \$US, au NASDAQ. Sur la photo, des élèves visitent le musée Intel à Santa Clara, en Californie, au siège social de la société.

AVIS DE CONVOCAÇÃO À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES ET DES TITULAIRES DE POLICES AVEC PARTICIPATION

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires et des titulaires de polices avec participation de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie (ci-après appelée la « Compagnie ») se tiendra au 165, avenue University, à Toronto en Ontario, le mercredi 2 mai 2007 à 9 h 30 aux fins suivantes :

1. Recevoir et étudier le rapport des administrateurs et les états financiers pour l'exercice écoulé, de même que le rapport des vérificateurs;
2. Étudier et, si recommandé, voter, avec ou sans amendements, la résolution spéciale de la Compagnie confirmant l'amendement au Règlement n° 31 de la Compagnie, tel que modifié et approuvé par les administrateurs de la Compagnie le 23 février 2007, qui fixe le nombre d'administrateurs de la Compagnie à treize (13), soit huit (8) administrateurs pour le compte des actionnaires et cinq (5) administrateurs pour le compte des titulaires de polices;
3. Élire des administrateurs;
4. Nommer des vérificateurs;
5. Traiter tout autre sujet pouvant être présenté à l'assemblée générale selon la procédure.

Fait à Kingston, Ontario, le 23 février 2007.

Par ordre du conseil d'administration
Anne E. Butler
Secrétaire

Les titulaires de polices avec participation peuvent obtenir une copie de la circulaire de sollicitation de procurations en soumettant une demande au :

Secrétaire
L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie
259, rue King Est
Kingston (Ontario) K7L 3A8



Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie AVIS DE L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

Nous vous informons par la présente que l'assemblée annuelle des titulaires de contrat et de l'unique actionnaire de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie se tiendra au centre The Carlu, 444, rue Yonge, 7^e étage, à Toronto, en Ontario, le mercredi 9 mai 2007, à 10 heures.

Les titulaires de contrat qui souhaitent recevoir un avis de l'assemblée accompagné de renseignements sur les questions qui seront présentées à l'assemblée peuvent écrire à la secrétaire de la Compagnie à l'adresse indiquée ci-dessous.

Toronto, le 18 avril 2007.

Joan M. Wilson
Vice-présidente et secrétaire de la Compagnie Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
150, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1J9



ACTUEL
TENDANCES

Tous les jours dans LA PRESSE

l'association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec

LE PRIX D'EXCELLENCE DE L'ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

On reconnaît, dans l'ordre habituel, Mme Michelle Collard, présidente du conseil d'administration de l'Association, et M. Pierre Corriveau.

À l'occasion de son congrès annuel, l'Association a rendu un hommage particulier, le 4 avril dernier, à un directeur général qui s'est signalé tout au long de sa carrière par la constance d'une gestion remarquable et la réalisation d'activités significatives pour le réseau ou pour ses pairs en lui décernant le Prix d'excellence de l'Association. Il s'agit de Monsieur Pierre Corriveau, directeur général du Centre jeunesse de Québec – Institut universitaire.

L'Association honore ainsi, à chaque année, un directeur général choisi par le conseil d'administration.

Séguin
Dufault

Spectacle
bénéfice 2007

La Fondation Docteur Maurice-Bertrand qui soutient financièrement l'Association d'Entraide Ville-Marie vous invite à un spectacle bénéfice donné par Richard Séguin et Luce Dufault au Théâtre Outremont le 24 mai 2007.

Depuis 1973, l'Association d'Entraide Ville-Marie dispense, à domicile, des soins et services palliatifs de qualité aux personnes atteintes de cancer.

Coût du billet : 200 \$
(reçu de 150 \$ pour fins d'impôt)
Informations : (514) 272-3168, poste 224

Jaf
Prêt à Porter

Solde du printemps

4 articles pour 100\$

Choisissez parmi les meilleures marques de pantalons, polos, tee-shirts et chemises.

Complet Cour. 500 \$
Maintenant
300\$ ou 2 pour 500\$

619, René-Lévesque O., Montréal
514-877-9888

900, Décarie, Saint-Laurent
(métro Côte-Vertu) 514-744-0985

3240, Saint-Martin, Laval
(Place Marois) 450-978-9661

Grave épidémie de « Calgaria »

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Vous avez des pertes d'équilibre, des troubles de vision et des crises d'anxiété? L'heure est grave. Vous êtes atteint de la Calgaria.

La quoi? La Calgaria, une maladie inventée par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse afin de convaincre ses expatriés partis profiter du boom économique albertain de revenir à la maison. « Ou du moins, qu'ils gardent la Nouvelle-Écosse dans leur plan de carrière », dit Angela Campbell, porte-parole du ministère des Communications de la Nouvelle-Écosse.

Pour séduire des travailleurs âgés entre 25 et 35 ans, il fallait une campagne de publicité qui sorte de l'ordinaire. D'où l'idée de la Calgaria, une maladie qui affligerait les Néo-Écossais de Calgary. Les symptômes – développer un intérêt pour les bouchons de circulation, accepter de payer 350 000 \$ pour une maison et le pire de tous, devenir un partisan des Flames – s'aggravent au fil des mois passés à Calgary.

Heureusement, la Calgaria n'est pas une maladie incurable.

Comme l'alcoolisme, elle se traite d'abord par une intervention de ses proches. Le gouvernement a d'ailleurs mis en ligne sur son site internet une intervention (fictive) particulièrement réussie...

La campagne contre la Calgaria a eu lieu presque exclusivement sur le web. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a même créé un site internet spécialement pour l'occasion (www.calgaria.ca). La campagne a pris fin vendredi dernier. En un mois, 37 602 personnes ont visité le site internet de la Calgaria. Environ 46 % des visiteurs provenaient de l'Alberta. « Nous avons reçu beaucoup de bons commentaires même si certains Albertains (de souche) sont restés un peu surpris », dit M^{me} Campbell.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse n'a pas inventé la Calgaria pour vexer les Albertains. La province lutte désespérément contre la migration de ses travailleurs. Selon Statistique Canada, la Nouvelle-Écosse est l'une des deux seules provinces – l'autre étant Terre-Neuve – dont la population a diminué entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} janvier dernier.



PHOTO TODD KOROL. COLLABORATION SPÉCIALE

Attention : habiter à Calgary peut provoquer des effets secondaires.

Le boom économique albertain n'est pas étranger au déclin démographique de la Nouvelle-Écosse. En 2006, la province a vu 7589 de ses résidents déménager en Alberta, pour un solde migratoire entre les deux provinces de 4517 personnes en faveur de l'Alberta. Par habitant, la migration vers l'Alberta est un phénomène six fois plus important en Nouvelle-Écosse

qu'au Québec! Des 10 provinces canadiennes, c'est toutefois la Saskatchewan qui est la plus touchée par la Calgaria : 1,5 % de sa population a déménagé en Alberta en 2006.

Le Québec atteint lui aussi

Le Québec commence lui aussi à être sur ses gardes. En 2006, le nombre de Québécois ayant démé-

nagé en Alberta a doublé, passant de 4606 à 9333.

« Ce n'est pas mauvais en soi qu'il y ait des mouvements de travailleurs en fonction des réalités économiques », dit Michel Kelly-Gagnon, président du Conseil du patronat du Québec. Mais nous sommes préoccupés qu'il s'agisse d'une tendance structurelle et non conjoncturelle. Quand Francesco Bellini (le PDG de Neurochem) décide de déménager en Alberta, ce n'est sûrement pas pour souder des pipelines! Au-delà du boom pétrolier, l'Alberta est peut-être en train de se doter d'un avantage structurel à long terme face au Québec. »

Pour l'instant, le gouvernement du Québec ne songe pas à conscientiser ses expatriés des dangers de la Calgaria. Il mise plutôt sur les négociations de l'Accord sur le commerce intérieur relatives à la mobilité de la main-d'œuvre.

De toute façon, même si la campagne contre la Calgaria a fait couler beaucoup d'encre, elle n'a pas eu l'effet escompté, pense Michel Kelly-Gagnon. « Je trouve cette campagne de publicité *cute* et attachante, dit-il. Toute personne garde toujours une trace de sa terre natale dans son cœur. Mais d'autres facteurs influencent davantage nos choix, comme le type d'emplois disponibles, le salaire et le taux d'imposition. »

TÉLÉPHONIE DE 3^E GÉNÉRATION

Pierre Karl Péladeau presse Ottawa

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral devrait accélérer le processus d'attribution de fréquences pour une nouvelle génération d'appareils mobiles sans fil, dans un contexte où le Canada a perdu du terrain dans ce domaine par rapport à la plupart des autres pays industrialisés, a déclaré hier le PDG de Quebecor, Pierre Karl Péladeau.

À son avis, la date fixée pour les enchères de nouvelles fréquences, soit janvier 2008, ne fera que prolonger ce retard. L'homme d'affaires a confié qu'il préférerait que le processus ait lieu dès cet été.

« Si nous voulons véritablement soutenir la culture canadienne et la voir croître et prospérer, il nous faut nous équiper très rapidement des moyens de communication appropriés », a-t-il affirmé devant le Cercle canadien d'Ottawa.

Quebecor se dit prête à investir « plusieurs centaines de millions » de dollars afin de doter le Québec d'un réseau de téléphonie mobile de troisième génération (3G) semblable à ceux déjà en place aux États-Unis, en Europe et dans plusieurs pays d'Asie.

Ce type de réseau très rapide et puissant permet non seulement la téléphonie, mais aussi la diffusion d'informations et de produits de divertissement tels que des films et des capsules sportives.

Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de Quebecor a pris 3,08 \$, ou 7,76 %, pour clôturer la séance à 42,75 \$.

Selon M. Péladeau, Quebecor serait très bien placée pour tirer profit de ce nouveau véhicule. En plus du réseau de télédistribution de Vidéotron, l'entreprise chapeaute en effet plusieurs producteurs de contenu, dont le télédiffuseur TVA, les portails internet Canoe et l'éditeur de journaux Sun Media.

Le conglomérat médiatique ne se lancera cependant dans l'aventure qu'à la condition qu'Industrie Canada mette en place des règles du jeu « équitables » et « favorisant une concurrence raisonnable ».

Le PDG de Quebecor a affirmé à plusieurs reprises qu'à son avis, les trois gros acteurs du marché canadien de la téléphonie sans fil étaient responsables des prix élevés et du faible taux de pénétration de la technologie sans fil au pays.

Statistiques à l'appui, l'homme d'affaires a précisé que ce taux était inférieur à celui de la Turquie et à peine plus élevé que ceux du Gabon et du Botswana.

Toutefois, l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS) critique les données tirées d'un rapport du groupe de consultants en télécommunications SeaBoard. Selon l'ACTS, les Canadiens utilisent leur téléphone cellulaire en moyenne 400 minutes par mois, ce qui les place au cinquième rang parmi les habitants de pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Rogers Communication – qui partage actuellement le marché avec Bell et Telus – a aussi démenti les affirmations de Pierre Karl Péladeau.



Modernes. Intelligents.
Différents.

PORTEFEUILLES GÉRÉS DE FIDELITY

Voici votre solution de placement intégrée

- Gamme de portefeuilles équilibrés, à revenu et à croissance
- Portefeuilles mondiaux répartis sur toute la gamme de risque
- Mandats de placement uniques, dont l'immobilier mondial et le revenu fixe mondial à devises neutres
- Efficacité fiscale avec la Structure de Capitaux et le PRS-T^{MD} de Fidelity pour tous les portefeuilles
- Comptes rendus améliorés à l'intention des investisseurs

Une solution de placement complète comme nulle autre. Décidément ce que vous attendez d'un chef de file en matière de gestion de placements.

Quand vient le temps de faire un choix de placement, avec les Portefeuilles gérés de Fidelity, le tour est joué.

Contactez votre conseiller en placements.



fidelity.ca

Veillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre spécialiste en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. © 2007 FMR Corp. Tous droits réservés. La reproduction partielle ou intégrale de ce document de quelque façon que ce soit est interdite sans le consentement écrit préalable de Fidelity Investments. Fidelity Investments et PRS-T sont des marques déposées de FMR Corp.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

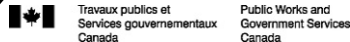


3439101A

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : www.hydro-quebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants :
Montréal et environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759

3427081



3473521

Projet ou Dossier No. 522437

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À BUREAUX À LOUER

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada souhaite obtenir des renseignements d'ici le 24 avril 2007 en ce qui a trait aux locaux à louer dans les immeubles existants dans la ville de St-Jean-sur-Richelieu, dont la date de début de la location est le 1^{er} avril 2008.

Pour répondre à cette Demande de renseignements et visualiser la totalité de la Demande de renseignements, veuillez consulter www.merx.com sous la rubrique « Services : Location à bail ou location d'installations immobilières », ou téléphonez à Annie Filteau-Gingras au 514 496-3866.



3460731

SOUMISSIONS PUBLIQUES

Centre de transport St-Michel – Réaménagement des espaces de travail

Disciplines concernées : démolition, bétonnage, pavage d'asphalte, portes et cadres, gypse, revêtement de sol souple, revêtement métallique, armoires-vestiaires, peinture, plomberie, protection incendie, calorifugeage, réglage des systèmes, alarme incendie et électricité de bâtiment.

Documents disponibles : paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$, non remboursable, au 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du mercredi 18 avril 2007, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30. Information : (514) 280-4508 / 5568.

Visite de chantier : le jeudi 26 avril 2007 à 10 h au centre de transport St-Michel (entrée principale située sur la façade Ouest du bâtiment) au 3111, rue Jarry Est à Montréal.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le mardi 8 mai 2007 à 15 h. Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission équivalent à 10 %. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-1511

Louise Pouliot
Secrétaire adjointe de la STM



3477268A



inc.

APPELS D'OFFRES

LOT 5.01 – SYSTÈME INTÉRIEUR (CLOISONS ET PLAFONDS)

LOT 5.02 – MAÇONNERIE INTÉRIEURE

LOT 5.04 – PLANCHERS SURÉLEVÉS

Projet de construction SALON DE JEUX DE QUÉBEC

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur les appels d'offres en visitant le site Internet de l'entreprise : www.casiloc.com

3477182A

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL N°: 500-17-036193-079 COUR SUPÉRIEURE THOMAS PARU WEETALTUK, Demandeur

-C- HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA, THE HONORABLE JIM PRENTICE, *ex-qualité* of MINISTER OF INDIAN AND NORTHERN AFFAIRS, EDWARD HORNE -et- STEVE SUITE Défendeurs conjoints et solidaires

ASSIGNATION PAR ORDRE DU TRIBUNAL : ORDRE est donné à : - EDWARD HORNE; et - STEVE SUITE, de comparaître dans un délai de trente (30) jours de la date de cette publication, soit personnellement ou par avocat, au greffe de cette Cour situé au Palais de Justice de Montréal, 1^{er} est, Notre-Dame, en la Ville de Montréal, Province de Québec, H2Y 1B6, salle 1.140. Une copie de la Requête introductive d'instance d'une action en dommages, de même que la Liste des Pièces et l'Avis aux Défendeurs ont été déposés au greffe du Tribunal. Montréal, ce 13 avril 2007. MICHEL PELLERIN GREFFIER ADJOINT 3477242A



Ne m'oubliez pas

L'aide d'aujourd'hui. L'espoir de demain.

Présentement au Canada, une personne sur 13, de plus de 65 ans, est atteinte de la maladie d'Alzheimer et de démences connexes* Pour plus d'information, communiquez avec votre Société Alzheimer locale ou visitez notre site Web au www.alzheimer.ca



Société Alzheimer

* Étude sur la santé et le vieillissement au Canada

Avis d'appel d'offres

Corporation d'hébergement du Québec

PROJET : P00140 / 10233 06
CRSSS DE LA BAIE-JAMES, CHIBOUGAMAU

La Corporation d'hébergement du Québec, à titre du mandataire du CRSSS de la Baie-James, propriétaire, ayant son siège au 312, 3^e Rue, Chibougamau (Québec) G8P 1N5 demande des soumissions pour la rénovation fonctionnelle du Centre de santé Isle-Dieu à Matagami.

Les documents contractuels pourront être obtenus :
Guy Leclerc, architecte
74, rue Taschereau Est, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 3E4 Tél. : (819) 797-1429
contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du propriétaire.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi à 10 % du montant de la soumission valide pour une période de quarante-cinq jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé établi à 10 % du montant de la soumission fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale sera de 5 % du montant de la soumission.

Les soumissions seront reçues à l'endroit suivant :
Guy Leclerc, architecte
74, rue Taschereau Est, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 3E4 Tél. : (819) 797-1429
Date : Jeudi 17 mai 2007 Heure locale en vigueur : 14 h pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé pour cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'une visite des lieux est prévue le jeudi 3 mai 2007 à 13 h. Le lieu de rassemblement est l'entrée principale du Centre de santé Isle-Dieu, 130, boulevard Matagami, Matagami (Québec). Tous les soumissionnaires, entrepreneurs généraux et sous-traitants seront considérés comme ayant visité les lieux et aucune réclamation pour manque de connaissance des lieux ne pourra être soumise ni acceptée.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Taxes (TPS + TVQ)
Les entrepreneurs soumissionnaires devront inclure les taxes (TPS et TVQ) à leur prix de soumission.

Tous les documents au soutien de la soumission (incluant les assurances et garanties) devront être émis au nom du propriétaire, le CRSSS de la Baie-James.

La Corporation, à titre de mandataire, ne s'engage pas à accepter ni la plus basse ni quelqu'autre de toutes les soumissions reçues.

Représentant désigné du propriétaire
Note : Consulter les « Règlements adoptés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (S5.r1.1) ».

Dans les conditions particulières :
Toute référence au propriétaire dans les documents d'appel d'offres peut, selon les circonstances, référer à la Corporation d'hébergement du Québec qui, à titre du mandataire de l'établissement, assume la gestion du projet. A cet égard, la Corporation d'hébergement du Québec rédige, signe et gère tous les contrats requis à la réalisation du projet.



AVIS PUBLIC



3477247

ASSEMBLÉE PUBLIQUE

Commission permanente du conseil municipal sur les finances, les services administratifs et le capital humain

La commission tiendra une assemblée publique sur le processus budgétaire de la Ville de Montréal

Date Le 2 mai

Heure 19 h

Endroit Salle du conseil de l'hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est

Transport en commun Métro Champ-de-Mars stcum.qc.ca

Personnes à mobilité réduite Accès par la porte du côté ouest (place Vauquelin)

La commission invite les citoyens et les organismes à une étude publique sur le processus budgétaire de la Ville de Montréal. Elle souhaite faire connaître les différentes étapes qui mènent à l'adoption d'un budget équilibré permettant de financer l'ensemble des activités et des services aux citoyens en fonction des revenus qui proviennent en majeure partie du compte de taxes.

Les personnes qui désirent participer à la période de questions et de commentaires sont priées de s'inscrire 30 minutes avant le début de l'assemblée ou de communiquer dès maintenant avec la Direction du greffe.

Renseignements : Direction du greffe Division du soutien aux comités et commissions du conseil 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134 Montréal, Qc H2Y 1C6 Téléphone : 514 872 -3770 Télécopieur : 514 872-9964 ville.montreal.qc.ca/commissions commissions_greffe@ville.montreal.qc.ca

CARRIÈRES ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

LA PRESSE

Reconnu pour sa qualité et la pertinence de son contenu, le quotidien *La Presse* offre une couverture et une analyse de l'actualité internationale, nationale et régionale. *La Presse* fait partie de *Gesca*, une entreprise en plein développement dont les différentes filiales publient des quotidiens, notamment *La Presse* et *Le Soleil* ; des sites web d'information, avec *Cyberpresse* et ses divisions ; de nombreux magazines spécialisés, avec *Les Éditions Gesca* ; ainsi que des livres, avec *Les Éditions La Presse* et *Septembre éditeur* ; en plus de produire différentes émissions de télévision, avec *La Presse Télé*.

La Presse est actuellement à la recherche de candidats afin de combler les postes suivants :

ANALYSTE FINANCIER PRINCIPAL PROJETS STRATÉGIQUES

LE POSTE

Vous êtes responsable de coordonner et réaliser l'analyse de projets stratégiques (analyse d'états financiers, de plans d'affaires, de la concurrence) pour *Gesca* afin d'évaluer leur caractère raisonnable, leurs impacts et ainsi faire des présentations et des recommandations à la direction. De plus, vous développez et maintenez à jour les modèles financiers de l'entreprise. Enfin, vous gérez des mandats spéciaux à la demande de la direction.

LES EXIGENCES

Vous êtes détenteur d'un titre de comptable agréé. Un titre reconnu en finances (CFA, CBV) est un atout. Vous possédez cinq (5) années d'expérience en analyse de projets opérationnels et en modélisation financière. Vous êtes reconnu pour votre esprit d'analyse, votre habilité à communiquer et vos qualités relationnelles. Vous connaissez les principes généraux en termes de comptabilité, de finance, de prix de revient, de fiscalité canadienne et de droit des affaires. Enfin, vous êtes bilingue et maîtrisez les fonctions avancées du logiciel Excel.

Nous offrons une rémunération des plus concurrentielles, ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Si vous êtes intéressé, faites-nous parvenir votre curriculum vitae le plus rapidement possible à :

La Presse Itée, Service des ressources humaines
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.

ANALYSTE, RISQUES D'AFFAIRES ET CONTRÔLES

LE POSTE

Vous veillez à ce que les processus visant à contrôler les risques d'affaires importants (incluant les risques reliés aux processus informatiques) aient été mis en place et fonctionnent adéquatement, et ce pour l'ensemble de *Gesca*. Vous participez au développement et à l'analyse de points de repère («benchmark») relativement aux processus d'affaires de l'entreprise ainsi qu'aux travaux effectués pour les vérificateurs externes. Enfin, vous participez aux activités de revue des processus informatiques ainsi qu'aux revues des modifications majeures apportées aux progiciels, aux droits d'accès et aux serveurs.

LES EXIGENCES

Vous possédez un Baccalauréat en sciences comptables et au moins une (1) année d'expérience en vérification. De plus, vous êtes détenteur d'un titre comptable (ou êtes en voie de l'obtenir). Vous possédez une bonne connaissance des principes comptables généralement reconnus (normes, CPN, etc.). Vous êtes reconnu pour votre esprit d'analyse, votre habilité à communiquer et vos qualités relationnelles. Enfin, vous maîtrisez les logiciels de MS Office (Word, Excel, Access, Outlook).

INFLATION

Petits signes d'amélioration aux États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — L'inflation a donné de timides signes d'amélioration en mars aux États-Unis, même si la forte progression des cours du pétrole pourrait faire peser une menace sur l'avenir.

Les prix à la consommation ont comme prévu augmenté de 0,6 % en mars par rapport à février, soutenus par la forte hausse des cours de l'alimentation (+0,3 %) et de l'essence (+10,6 %).

C'est la hausse la plus forte en près d'un an, mais les économistes préfèrent se concentrer sur l'indice de base qui exclut les éléments très volatils que sont l'alimentation et l'énergie. Cet indice a progressé de 0,1 % seulement, ce qui est moins que prévu et marque la plus faible hausse depuis décembre dernier.

« Les nouvelles d'aujourd'hui sur le front de l'inflation sont rassurantes », a souligné Steven Wieting, économiste du groupe Citi.

Sur un an, la hausse des prix a atteint 2,8 % pour l'indice général, mais pour l'indice de base l'inflation s'est modérée à 2,5 % après 2,7 % en février.

La banque centrale vise sans le dire un taux d'inflation annuel inférieur à 2 % (hors alimentation et énergie).

Elle a répété ces dernières semaines que l'inflation était pour elle l'inquiétude « prédominante » et qu'elle pourrait encore relever ses taux, actuellement fixés à 5,25 %, si la tendance ne s'infléchissait pas.

Aussi les analystes ont-ils accueilli avec soulagement le rapport d'hier.

« Le faible niveau de mars laisse penser que l'inflation à court terme va baisser comme la Fed le souhaite ardemment », a souligné Kenneth Beauchemin, économiste de Global Insight.

Les marchés redoutent une hausse des taux d'intérêt, qui serait une manoeuvre périlleuse alors même que la croissance reste chancelante du fait notamment de la crise de l'immobilier.

Là aussi cependant, les derniers rapports sont encourageants.

Les mises en chantier de logements ont progressé de 0,8 % en mars par rapport à février, tout comme les permis de construire.

Du côté de la consommation, qui est cruciale pour la croissance, le gouvernement avait annoncé lundi une hausse de 0,7 % des ventes de détail en mars.

Cela ne veut pas dire que tous les dangers sont écartés.

L'immobilier garde son pouvoir de nuisance potentiel, tant que les problèmes du secteur des prêts immobiliers à risque (« sub-prime ») ne seront pas digérés. L'indice de confiance des promoteurs immobiliers a reculé en avril, et le mauvais temps enregistré depuis le début du mois pourrait encore retarder la reprise.

Un autre danger – que beaucoup d'analystes n'ont pas vu venir – pourrait apparaître sur le front des entreprises, qui renâ-

clent à investir et pourraient ainsi compromettre la production de leurs effectifs.

La Fed a ainsi récemment dit ses inquiétudes face à l'investisse-

ment « étonnamment faible » des entreprises.

La baisse de 0,2 % de la production industrielle en mars, annoncée hier par la banque cen-

trale, pourrait illustrer ce danger.

Et même sur le front de l'inflation les analystes soulignent que la bonne performance de mars est peu à même de se répéter.

CARRIÈRES ET EMPLOIS

Important entrepreneur général en construction oeuvrant dans la région de Montréal est à la recherche d'un

Estimateur Senior

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Expérience en estimation pour projets commerciaux et industriels;
- Solide maîtrise des méthodes et techniques d'estimations;
- Gérer la préparation des estimations avec une emphase sur les soumissions;
- Parfaitement bilingue.

Faire parvenir votre curriculum vitae à la:

Référence: 1358
C.P. 6041, Succ. Centre-Ville
Montréal Qc H3C 3E3
ou par courriel à carrieres@lapresse.ca

MÉDICACCOMPAGNEMENT

Entreprise en plein essor recherche pour Montréal, Laval, Rive-Nord et Rive-Sud :

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DES SOINS

Bachelière. Membre en règle de l'OIIQ. Certifié(e) en RCR, PDSB.

Expérience : 5 ans minimum en urgence et/ou aux soins intensifs.

Temps plein. Horaire flexible.

Atouts : bilinguisme, connaissance informatique (Word, Excel), voiture.

INFIRMIER(ÈRE)S POUR ACCOMPAGNEMENT MÉDICAL

Membres en règle de l'OIIQ. Certifié(e) en RCR, PDSB.

Expérience : 2 ans minimum en urgence ou aux soins intensifs.

Disponibles à temps plein ou temps partiel.

Atouts : bilinguisme et voiture.

Indiquer le poste sur lequel vous postulez. Faire parvenir votre C.V. au service des ressources humaines par télécopier au **(450) 638-4627** ou par courriel à **medicaccompagnement@videotron.ca**

Grandissons Ensemble !

Gestion Résidentielle
MetCap
Vraiment Bons Voisins

MetCap Living est une des plus importantes compagnies de gestion d'immeubles multi-résidentiels et nous désirons grandir avec nos 80 propriétés et plus de 13,000 logements. Aidez-nous à établir notre Bureau de Montréal.

Représentant régional des ventes • l'est du Canada

En votre qualité de professionnel grandement motivé et qualifié, vous serez appelé à jouer un rôle de premier plan dans l'atteinte de notre objectif de devenir le plus important gestionnaire de propriétés résidentielles au Canada. Plus spécifiquement, vous serez responsable de l'acquisition de nouveaux clients et de la gestion dans votre territoire. Vos aptitudes incluent les appels spontanés dynamiques et vos talents à établir un réseau de contacts. Vous savez conseiller vos clients et mettre en valeur tous les bénéfices de notre compagnie. Vos habilités à maintenir de bonnes relations sont un pré-requis en plus de l'expérience en milieu d'immeuble multi-résidentiel ou dans le secteur des co-propriétés.

Nous offrons une rémunération et des bénéfices marginaux compétitifs. Faites parvenir votre curriculum vitae à : **jobs@metcap.com**

Nous remercions tous ceux et celles qui nous feront parvenir leur C.V. cependant, seuls les candidats qualifiés seront appelés.

MetCap.com

Recochem inc.

Recochem Inc. est un leader de la fabrication et du conditionnement de produits destinés aux magasins de détail et au marché industriel. Nous recherchons présentement un ou une

COORDONNATEUR(TRICE) ADMINISTRATIF D'USINE

Les principales responsabilités sont : fournir le soutien administratif au personnel de direction de l'usine, administrer le programme de santé et sécurité, et coordonner toutes les activités relatives à l'évaluation et à la formation du personnel.

Exigences : DEC en Administration ou en RH, et cinq ans d'expérience dans un environnement d'usine, excellentes compétences en français et en anglais, écrits et parlés, excellent sens de l'organisation et souci du détail.

Le ou la candidat(e) choisi pourra évoluer dans le cadre de ce poste.

Veuillez soumettre votre C.V. au Département des ressources humaines à **HRDept@recochem.com**. Merci de votre intérêt. Seuls les candidat(e)s qui se qualifient seront contactés pour une entrevue.

CSR DEVELOPMENTS
Clark Sustainable Resource Developments Ltd.

Chef du développement durable - \$80-\$100K

CSR Developments est une compagnie internationale d'exploitation de ressources qui prône le développement durable dans tout ce qu'elle fait... y compris auprès de ses employés. La compagnie a été fondée sur la croyance selon laquelle l'entreprise peut et doit contribuer au bien-être de la société et participer à la gestion durable des écosystèmes de notre planète tout en fournissant des retours sur investissement qui récompensent raisonnablement le risque et l'engagement de ses actionnaires. Nous cherchons un individu doué qui souhaite occuper un poste lui offrant l'opportunité de devenir un leader du développement durable au sein d'une entreprise en démarrage avantageusement financée par un pré-PAPE et engagée à mettre en pratique son discours en développement durable. Cet individu sera aussi à l'aise dans un conseil d'administration que dans la jungle, et réussira à offrir un rendement qui guidera les valeurs corporatives et les relations avec les actionnaires tant au niveau sociétal qu'environnemental. C'est un poste senior se rapportant directement au chef de la direction.

Description du poste :

- Planifier, diriger et contrôler la stratégie environnementale d'une compagnie d'exploitation de ressources soucieuse de la planète ;
- Planifier, diriger et contrôler la stratégie sociétale et communautaire d'une compagnie soucieuse de la population ;
- Faire ce qui précède d'une manière à livrer de façon concluante tous les aspects de la stratégie d'une compagnie à triple bilan.

Ce poste sera basé à Cobble Hill, C.-B., Canada. Des déplacements à l'extérieur seront nécessaires environ 40% du temps.

Le candidat retenu saura composer avec les aléas inhérents à une nouvelle entreprise et développera une expérience ainsi qu'un leadership international en gestion durable des ressources. La maîtrise du français et de l'anglais est essentielle. Afin d'atteindre notre objectif de diversité, les candidatures féminines seront favorisées.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir une lettre de présentation et leur CV en anglais à employment@csrdevelopments.com au plus tard le 4 mai 2007.

SPÉCIALISTES EN SOUTIEN

Reynolds et Reynolds est la plus grande entreprise au service de l'industrie de la vente au détail d'automobiles au Canada. Nous recherchons actuellement des spécialistes en soutien pour combler plusieurs postes de premier niveau pour notre bureau à Montréal au sein de nos équipes chargées du soutien des applications finances et assurances et de la comptabilité.

Les responsabilités consistent à : diagnostiquer et résoudre les problèmes de service des utilisateurs en dialoguant avec ces derniers et leur procurer l'assistance adéquate; suivre les procédures du centre d'appels, documenter les problèmes des clients et les étapes pour parvenir à les résoudre.

Le/la candidat(e) doit détenir un diplôme de premier cycle dans un domaine commercial/technique, avoir suivi un programme d'accréditation/de formation professionnelle et posséder 0 à 3 ans d'expérience connexe ou l'équivalent de 2 à 5 ans d'expérience connexe. Il est préférable d'avoir de l'expérience en suivi d'appels, diagnostic de problèmes de clients par téléphone et fermeture d'appels. Le/la candidat(e) doit parler français et anglais couramment, posséder d'excellentes aptitudes en service à la clientèle, en communication, en résolution de problèmes et être disposé(e) à travailler la fin de semaine, les jours fériés et en dehors des heures de bureau régulières.

Nous offrons un régime de rémunération globale incluant les soins dentaires, médicaux, de la vue et les prestations de pension de retraite.

Veuillez faire parvenir vos C.V. par courriel à : **hr_canada@reyrey.com** Ref. #3362.

Reynolds & Reynolds

www.reyrey.com

Reynolds et Reynolds souscrit au principe de l'égalité d'accès à l'emploi.

CONNAISSANCE LOCALE

PERSPECTIVE NATIONALE

RAY & BERNDTSON

Vancouver
Calgary
Toronto
Ottawa
Montréal
Halifax
St. John's

LE POUVOIR DU LEADERSHIP

WWW.RAYBERNDTSON.CA

Directeur exécutif ou directrice exécutive

Le **Centre canadien de rayonnement** (CCR) héberge le synchrotron 2,9 GeV, un des plus perfectionnés au monde comptant parmi les quelques synchrotrons de troisième génération. Le CCR, situé au campus de l'Université de la Saskatchewan, accueille 200 scientifiques et personnel technique. Le Centre, qui compte sept lignes de faisceaux fonctionnels et douze autres en développement, accueillera plus de 2 000 chercheurs menant des recherches exploratoires et stratégiques des universités, du gouvernement et de l'industrie. Il s'intéresse également aux partenariats privé-public et aux services à l'industrie.

Comme nouveau directeur exécutif du CCR, vous devrez rendre compte à un conseil d'administration remarquable et vous gérerez un budget de fonctionnement annuel de 25 M\$. Vous travaillerez étroitement avec les intervenants du Centre pour élaborer une vision stratégique à court et à long terme et accroître la portée et la capacité des installations. À titre de président-directeur général et de « visage » du CCR, vous serez un chef de fil très inspirant dans les domaines des sciences, de la gestion et des opérations et vous rehaussez le profil du Centre et son travail auprès des secteurs scientifiques et privés et des collectivités subventionnaires.

Le candidat retenu aura un doctorat dans un domaine scientifique, un dossier solide de réalisations en recherche ainsi qu'une expérience de la haute direction dans un important établissement international de recherches fondamentales et appliquées. Si vous êtes

prêt à diriger une organisation de renommée internationale et à assumer le prestige qui y est associé, le CCR offre un avenir brillant dans une des villes universitaires les plus belles et les plus habitables du Canada.

Pour plus de renseignements sur ce poste, envoyez votre curriculum vitae à notre bureau de Calgary à : **careers@hhsrb.ca**, ou téléphonez au (403) 410-6700. Pour obtenir d'autres renseignements sur le Centre canadien de rayonnement, allez à : **www.lightsource.ca**

Centre canadien de rayonnement
Light Source

RAY & BERNDTSON
Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.	
				%							
Abitibi-Consolidated	(A)	✓	3,37	-0,03	-0,88	24 416	12,71	1 483	5,13	2,53	0,00
ACE Aviation	(ACE.B)	✓	31,34	0,13	0,42	1 746	21,54	3 231	32,46	17,80	0,00
Addenda Capital	(ADV)		24,24	0,15	0,62	285	3,55	286	27,40	22,16	1,32
Aeterna	(AEZ)		4,55	-0,04	-0,87	866	-3,60	242	6,00	2,98	0,00
▼ Air Canada	(AC.B)		17,30	-0,20	-1,14	1 450	-1,82	1 732	21,05	15,63	0,00
Alcan	(AL)	✓	62,39	-0,21	-0,34	7 146	9,88	22 925	64,99	41,78	0,82
Alimentation Couche-Tard	(ATD.B)	✓	23,70	-0,11	-0,46	2 039	-6,51	4 796	28,42	22,25	0,12
Astral Media	(ACM.A)		42,75	-0,10	-0,23	1 571	7,06	2 256	47,72	34,38	0,40
Axcan Pharma	(AXP)		19,42	0,01	0,05	808	17,13	889	19,58	13,01	0,00
Banque de Montréal	(BMO)	✓	71,90	0,16	0,22	10 405	4,20	36 014	72,54	58,58	2,72
Banque Laurentienne	(LB)	✓	32,90	-0,02	-0,06	899	8,76	778	34,10	28,01	1,16
Banque Nationale	(NA)	✓	63,85	0,00	0,00	4 810	-3,02	10 317	66,80	55,89	2,16
Banque Royale	(RY)	✓	59,12	0,16	0,27	16 054	6,52	75 339	59,43	43,52	1,84
BCE	(BCE)	✓	38,60	2,34	6,45	328 890	22,93	31 175	39,06	25,32	1,46
Bombardier	(BBD.B)		4,55	0,03	0,66	51 703	15,19	7 968	4,87	2,90	0,00
▼ CAE	(CAE)	✓	13,30	-0,16	-1,19	5 648	23,72	3 344	13,88	8,09	0,04
▲ Cascades	(CAS)	✓	12,31	0,18	1,48	2 683	-6,95	1 225	15,80	10,51	0,16
CN	(CNR)	✓	55,20	-0,38	-0,68	13 296	10,25	28 152	55,72	44,43	0,84
▼ Cogeco	(CGO)		38,78	-0,49	-1,25	31	32,54	642	41,00	19,30	0,28
Corporation Financière Power	(PWF)	✓	39,49	0,14	0,36	3 377	4,78	27 836	41,03	30,20	1,07
Domtar	(UFS)	✓	11,19	-0,08	-0,71	1 252	13,60	4 924	11,64	6,24	0,00
Emergis	(EME)		6,85	0,35	5,39	5 038	29,74	614	6,96	3,70	0,00
Garda	(GW)		22,41	-0,08	-0,36	1 532	2,61	690	26,87	17,63	0,00
Groupe CGI	(GIB.A)	✓	10,42	-0,05	-0,48	8 303	28,17	3 439	10,50	6,50	0,00
▼ Groupe Canam	(CAM)		9,75	-0,25	-2,50	374	5,29	479	11,48	8,15	0,16

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.	
▲ Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)			14,34	0,52	3,76	14 405	11,42	7 420	16,50	11,55	1,09
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓		32,09	-0,63	-1,93	8 507	1,97	4 844	37,78	26,00	0,36
▼ Groupe TVA (TVA.B)			14,80	-0,20	-1,33	18	-0,67	400	17,43	13,96	0,20
Labopharm (DDS)			6,80	-0,03	-0,44	514	-0,29	386	10,95	5,40	0,00
▲ Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓		15,67	0,17	1,10	6 863	13,96	4 104	16,20	9,91	0,12
Les Industries Dorel (DII.B)			38,60	0,00	0,00	358	22,38	1 268	39,75	22,64	0,51
Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓		73,76	1,57	2,18	1 851	35,36	4 438	74,13	42,26	0,00
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓		36,00	0,28	0,78	711	-0,39	2 877	37,44	29,52	0,72
▲ Mega Brands (MB)	✓		23,30	0,30	1,30	343	-10,90	762	27,60	20,25	0,00
Metro (MRU.A)	✓		37,67	-0,28	-0,74	4 169	-0,71	4 349	40,83	29,15	0,46
Molson Coors (TAP.B)	✓		109,00	-0,10	-0,09	2	22,46	9 635	110,21	71,00	1,31
▼ Neurochem (NRM)	✓		13,68	-0,22	-1,58	4 546	-45,30	530	29,99	10,40	0,00
Nortel (NT)			26,85	-0,22	-0,81	11 935	-14,16	11 720	37,35	21,40	0,00
Novelis (NVL)			50,16	-0,19	-0,38	478	53,91	3 777	51,81	20,60	0,00
Power Corporation (POW)	✓		37,90	0,18	0,48	5 986	7,40	17 191	39,48	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓		42,75	3,08	7,76	6 246	19,18	2 811	43,25	23,76	0,20
▲ Quebecor World (IQW)	✓		15,79	0,44	2,87	8 815	16,96	2 080	17,25	10,67	0,00
▲ Reitmans (RET.A)			24,74	0,27	1,10	954	11,49	1 760	24,89	17,00	0,64
Rona (RON)	✓		24,75	-0,17	-0,68	1 786	17,86	2 852	25,19	19,90	0,00
Saputo (SAP)	✓		45,98	0,00	0,00	1 744	24,41	4 755	46,79	32,51	0,80
Tembec (TBC)			1,75	0,00	0,00	2 242	1,74	150	3,15	1,09	0,00
Transat AT (TRZ.B)			35,11	-0,10	-0,28	351	10,44	1 190	37,19	21,55	0,36
Transcontinental (TCL.A)	✓		21,24	-0,10	-0,47	637	1,97	1 827	22,90	17,75	0,28
Uni-Select (UNS)			30,65	-0,20	-0,65	41	5,76	604	35,00	28,08	0,43
Van Houtte (VH)			25,00	0,05	0,20	699	43,51	537	25,56	16,00	0,32

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	%	VOLUME ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,33	-0,06	-15,58	98 800 -4,41
Abcourt Mines-B (ABI)	0,63	0,02	3,28	87 000 -8,70
Abitex Resources (ABE)	0,30	0,00	0,00	0 -3,23
Advitech (AVI)	0,13	0,00	0,00	83 000 8,33
Affinor Resources (AFI)	0,20	0,00	0,00	0 -25,00
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,25	0,03	11,36	1 089 500 104,17
Aldeavision Solutions (AVS)	0,30	0,00	0,00	300 20,00
Alert B&C (ACB)	0,23	-0,01	-4,17	10 000 43,75
Appalaches Resources (APP)	0,20	0,01	5,26	583 150 73,91
Aptilon (APZ)	0,50	0,00	0,00	69 500 100,00
Augyva (AUV)	0,60	-0,04	-6,25	13 000 15,39
Azimut Exploration (AZM)	6,25	-0,04	-0,64	96 805 27,29
Bell Canada International (BI/H)	0,98	0,02	2,08	21 613 55,56
Biophage Pharma (BUG)	0,13	-0,01	-3,70	48 000 -13,33
Bioxel Pharma (BIP)	0,26	-0,02	-7,14	90 960 -23,53
Blue Note Mining (BN)	0,44	-0,02	-3,33	870 577 -10,31
Branchez-Vous (BZV)	0,70	0,00	0,00	20 466 233,33
C2C (CCV)	0,96	0,06	6,67	395 500 95,92
C2 Solution (CST)	0,42	0,02	5,00	73 720 27,02
Cadiscor Resources (CAO)	0,94	0,02	2,17	57 018 22,08
Canadian Royalties (CZZ)	3,85	0,00	0,00	133 487 53,39
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,24	-0,01	-2,04	175 500 29,73
Conporc (CNP)	0,31	-0,07	-17,33	17 500 34,78
CPL Technologies (CCY)	0,23	0,01	4,55	70 000 64,29
D'Arianne Resources (DAR)	0,17	0,00	0,00	135 000 -5,56
D-Box Technologies (DBO/A)	0,60	-0,02	-3,23	88 300 20,00
Deq Systems (DEQ)	0,70	-0,01	-1,41	23 000 11,11
Dia Bras Exploration (DIB)	1,35	0,02	1,50	1 220 807 13,45
Diagnos (ADK)	0,25	-0,01	-1,96	50 000 6,38
Dianor Resources (DOR)	0,93	0,00	0,00	183 195 30,99
Dios Exploration (DOS)	0,70	-0,04	-5,41	95 160 55,56
Ditem Explorations (DIT)	1,85	-0,09	-4,64	461 623 168,12
Dynasty Gaming (DNY)	0,68	-0,01	-1,45	337 850 -26,09
Ecu Silver Mining (ECU)	2,59	-0,08	-3,00	292 005 -25,15
Exeltech Aerospace (XLT)	0,37	0,01	1,39	76 350 92,11
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,19	0,01	5,56	2 000 90,00
Fieldex Exploration (FLX)	0,55	0,00	0,00	10 667 52,78
Forest Gate Resources (FGT)	0,15	0,00	0,00	93 800 -21,62
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,65	0,05	8,33	46 500 0,00
Freewest Resources Canada (FWR)	0,21	0,02	7,90	3 379 312 10,81
Frv Media-Cl A (FRV)	0,13	0,00	0,00	0 -16,13
Gastem (GMR)	0,63	-0,02	-3,08	194 000 80,00
Gold Hawk Resources (CGK)	0,70	-0,02	-2,78	1 006 400 27,27
Golden Goose Resources (GGR)	0,80	-0,05	-5,88	129 725 66,67
Golden Tag Resources (GOG)	0,66	-0,03	-4,35	854 050 10,00
Golden Valley Mines (GZZ)	0,70	-0,03	-4,11	655 050 40,00
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,85	0,05	2,78	83 700 54,17
HLT Énergies (HES)	0,18	-0,03	-12,50	6 500 -2,78
Hinterland Metals (HMI)	0,18	-0,01	-5,41	185 000 40,00
Imaflex (IFX/A)	0,48	0,03	6,67	602 000 -51,02
Isacsoft-A (ISF)	0,34	-0,01	-2,86	6 560 -17,07
Junex (JNX)	1,05	0,00	0,00	16 750 2,94
Kolombo Technologies (KOL)	0,67	0,00	0,00	0 34,00
Lounor Exploration (LO)	0,20	0,03	17,65	68 500 0,00
Louvem Mines (LOV)	0,30	0,00	0,00	0 36,36
Lyrtech Cl A (LYT)	0,10	0,01	11,11	62 113 -20,00
Matamec Explorations (MAT)	0,23	-0,01	-4,17	133 000 39,39
Medicago (MDG)	0,60	0,00	0,00	0 -40,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,64	0,00	0,00	101 242 -26,44
Melkior Resources (MKR)	0,51	-0,04	-7,27	237 423 240,00
Metanor Resources (MTO)	1,05	0,05	5,00	287 497 59,09
Metco Resources (MKO)	0,13	0,01	8,70	505 385 4,17
Mistral Pharma (MIP)	0,07	-0,01	-7,14	129 000 62,50
Mty Food Group (MTY)	8,34	-0,22	-2,57	7 870 30,31
Murgor Resources (MUG)	0,29	-0,02	-5,00	539 350 9,62
Names Exploration (NME)	0,37	0,00	0,00	4 500 -17,78
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	7,51	-0,69	-8,42	482 747 71,07
Normabec Mining Res (NMB)	0,72	0,02	2,86	419 450 118,18
Noveko International (EKO)	1,40	-0,02	-1,41	17 400 19,66
Nstein Technologies (EIN)	0,81	0,01	1,25	9 800 22,73
Nti Newmerical (CFD)	0,09	0,00	0,00	0 5,88
Odesia Group (ODS)	0,40	-0,05	-11,11	5 000 -4,76
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,05	0,01	11,11	6 000 -23,08
Orex Exploration (OX)	0,14	-0,02	-12,50	26 000 -28,21
Orthosoft (OSH)	0,67	0,00	0,00	11 200 -10,67
Osisko Exploration (OSK)	10,20	0,02	0,20	87 235 -7,86
Palmarajo Silver And Gold (PIO)	9,05	-0,19	-2,06	8 900 4,14
Perlite Canada (PCI)	0,30	0,00	0,00	0 -7,81
Pershimco Resources (PRO)	0,70	0,02	2,94	119 000 18,64
Petrolia (PEA)	0,45	0,00	0,00	4 500 -15,09
Plexmar Resources (PLE)	0,44	-0,06	-11,22	2 417 390 -23,68
Power Tech (PWB)	0,65	0,00	0,00	0 12,07
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,86	-0,05	-5,50	55 100 21,13
Puma Exploration (PUM)	0,45	0,00	0,00	77 000 83,67
Radisson Mining Resources (RDS)	0,31	-0,04	-11,43	230 160 72,22
Ranaz (RNZ)	1,47	0,12	8,89	11 400 110,00
Raymor Industries (RAR)	1,27	0,04	3,25	418 059 2,42
Redex (RDV)	0,44	0,00	0,00	0 10,00
Ressources Majescor (RAJ)	0,33	-0,01	-2,94	462 500 127,59
Robex Ressources (RBX)	0,34	0,03	7,94	701 000 74,36
Rocmec Mining (RMI)	0,22	0,00	0,00	459 000 -2,27
Roulet (RTT)	1,53	0,13	9,29	1 401 -1,29
RPM Tech (RP)	1,10	0,00	0,00	0 15,79
Searchgold Resources (RSG)	0,32	-0,01	-1,56	1 039 300 142,31
Stratco Rouge Media (SRO)	0,20	0,02	8,11	158 500 0,00
Sensio Technologies (SIO)	0,45	0,00	0,00	10 500 -13,46
Sirios Resources (SOI)	0,41	-0,01	-2,38	112 000 -6,82
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,42	-0,02	-4,55	546 900 110,00
Sonomex (SNM/H)	0,09	0,00	0,00	0 -14,29
South-Malartic Exploration (MSU)	0,24	0,02	6,67	279 497 9,09
Sportscene Group (SPS/A)	16,00	0,00	0,00	0 0,00
Stratco Resources (RSC)	3,40	-0,15	-4,23	573 103 33,33
Syscan International (SYA)	0,19	-0,01	-5,13	12 360 -30,19
Tom Exploration (TUM)	0,10	-0,01	-5,00	279 000 -36,67
Typhoon Exploration (TOO)	0,23	0,00	0,00	42 500 -39,19
Vantex Resources (VTX)	0,20	-0,01	-2,50	23 000 44,44
Vigil Locating Systems (VIG)	0,04	0,00	0,00	604 000 16,67
Vior Exploration (VIO)	0,22	-0,03	-10,42	75 360 7,50
Wanted Technologies (WAN)	0,68	-0,05	-6,85	75 643 126,67

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES
DANS LE MONDE

		VARIATION	
	FERMETURE	NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2 516,95	-1,38	-0,06
S&P 500 (New York)	1 471,48	3,01	0,21

Mexico Bolsa	29 598,99	-119,67	-0,40
Brazil Bovespa Stock	48 755,48	-165,73	-0,34
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 868,49	7,23	0,19
FTSE 100 (Angleterre)	6 497,80	-18,40	-0,28
CAC 40 (France)	5 858,14	-3,83	-0,07
DAX (Allemagne)	7 348,83	10,77	0,15
IBEX 35 (Espagne)	14 966,00	-54,80	-0,37

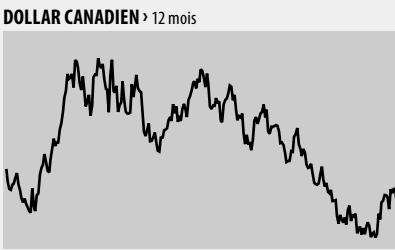
Milan MIB30 (Italie)	43 321,00	8,00	0,02
Amsterdam Exchanges	532,68	0,59	0,11
Swiss Market (Suisse)	9 228,00	-41,90	-0,45
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17 527,45	-100,85	-0,57
Hang Seng (Hong Kong)	20 788,61	31,08	0,15
S&P/ASX 200 (Australie)	6 186,50	-11,20	-0,18
Shanghai (Chine)	3 611,87	15,43	0,43

LES DEVISES
DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9452
Brésil	real	0,5551
Chine	renminbi	0,1462
Grande-Bretagne	livre	2,2694
Hong Kong	dollar	0,1447

Inde	roupie	0,0269
Japon	yen	0,0095
Mexique	peso	0,1029
Norvège	couronne	0,1897
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8416
Russie	rouble	4,3874
Suède	couronne	0,1668
Suisse	franc	0,9356

DOLLAR CANADIEN



88,47	¢US
VARIATION	+0,06 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un dollar US	1,1302 \$

0,6517	€
VARIATION	-0,0011 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un euro	1,5345 \$

PÉTROLE

WTI, contrat terme rapproché	
62,96	\$US
VARIATION	-0,89 \$US
Light Sweet Crude	65,86 \$US
North Sea Brent	66,76 \$US

OR

New York	
688,20	\$US
VARIATION	-1,90 \$US
En dollars canadiens	777,80 \$
Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com	

GROUPE BIKINI VILLAGE

Petits maillots, petits profits

DENIS ARCAND

La compagnie de Paul Delage Roberge fait de l'argent.

Le Groupe Bikini Village, distributeur de maillots rescapé de la faillite des Ailes de la mode, a annoncé hier des revenus en hausse et des profits. La chaîne de 55 magasins établis au Québec et en Ontario a inscrit hier des profits annuels nets de 2 millions de dollars (1 cent par action de base diluée), une amélioration sensible par rapport à la perte de 15,9 millions de la période de l'année financière terminée le 3 février 2006. Ces 15,9 millions incluent les activités qui ont été abandonnées après le naufrage de la chaîne de grands magasins Les Ailes de la mode. Mais même en ne tenant compte que des activités poursuivies (les chiffres distincts des magasins Bikini Village et Océan Bikini Village), les résultats de l'an dernier montraient une perte de 1,3 million de dollars. « C'est un revirement important, 3,3 millions de dollars de mieux qu'il y a un an, nous sommes très contents », a dit hier le président, Yves Simard.

Profit gonflé

Ce profit est toutefois gonflé par un revenu extraordinaire au dernier trimestre, un ajustement fiscal sans lequel le Bikini Village serait vêtue d'un bénéfice annuel net de seulement 1,1 million. En effet, le profit trimestriel net de 1,6 million (441 000 \$ l'an dernier) inclut « des impôts créanciers de 829 000 \$ relativement à des impôts futurs pour lesquels, dans le passé, une provision pour moins-value avait été prise », explique l'entreprise. Les revenus annuels nets ont été de 40,5 millions, 6,4 % (2,9 millions) de plus que les 37,6 millions inscrits l'an dernier. Les revenus trimestriels nets ont été de 12,3 millions (9,5 millions au trimestre correspondant l'an dernier).

M. Simard, qui a succédé il y a un trimestre à Leslie Glazerman, congédié en décembre dernier, estime que la firme a traversé le pire et qu'elle peut maintenant envisager l'expansion. « Nous allons ajouter une vingtaine de magasins, surtout en Ontario, et nous devons rénover une trentaine de magasins de nos 55 points de vente actuels, dit-il. Ouvrir un magasin ou en rénover coûte à peu près la même chose, soit entre 175 000 \$ et 225 000 \$. En gros, c'est un programme d'environ 10 millions. » L'entreprise a environ 5 mil-



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

La chaîne de magasins de maillots de bain Bikini Village prévoit ajouter une vingtaine d'établissements, surtout en Ontario, et rénover une trentaine de magasins parmi les 55 points de vente actuels. Sur la photo, une cliente du Bikini Village aux Cours Mont-Royal aide son amie à choisir son maillot de bain.

lions en banque et une bonne partie des dépenses seront étalées dans le temps, ce qui permettrait d'en financer une bonne partie avec les fonds autogénérés. « Mais il faut être bien capitalisé et le conseil d'administration dis-



GO ! Vous utilisez «CV confidentiel».

BING ! Votre identité n'est pas divulguée à ceux que vous préférez tenir à l'écart.

BINGO ! Vous êtes recruté par l'une des entreprises les plus dynamiques au Québec.

Plus de 5 000 offres d'emploi vous attendent chaque jour.

worko **bingo!**


LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

AU SERVICE DES CANADIENS DEPUIS
AVEC UN ESPRIT MODERNE
ET UNE PERFORMANCE
CLASSIQUE

ANS



AGF est fière de célébrer 50 ans

en tant qu'une des plus
anciennes sociétés
de gestion de placements
indépendantes au Canada

Notre parcours a été parsemé de solutions innovatrices dans le marché canadien et dans les marchés étrangers pour nous permettre de répondre aux besoins financiers changeants des Canadiens.

Notre esprit moderne nous a permis de résister à l'épreuve du temps et de mettre le cap sur l'avenir. Nous continuerons d'offrir aux Canadiens des solutions d'investissement avant-gardistes dans un contexte de gestion globale et internationale.

Pour en savoir plus sur AGF et sur les occasions de placement que nous pouvons vous offrir, veuillez communiquer avec votre conseiller en placements.



Que faites-vous après le travail?